

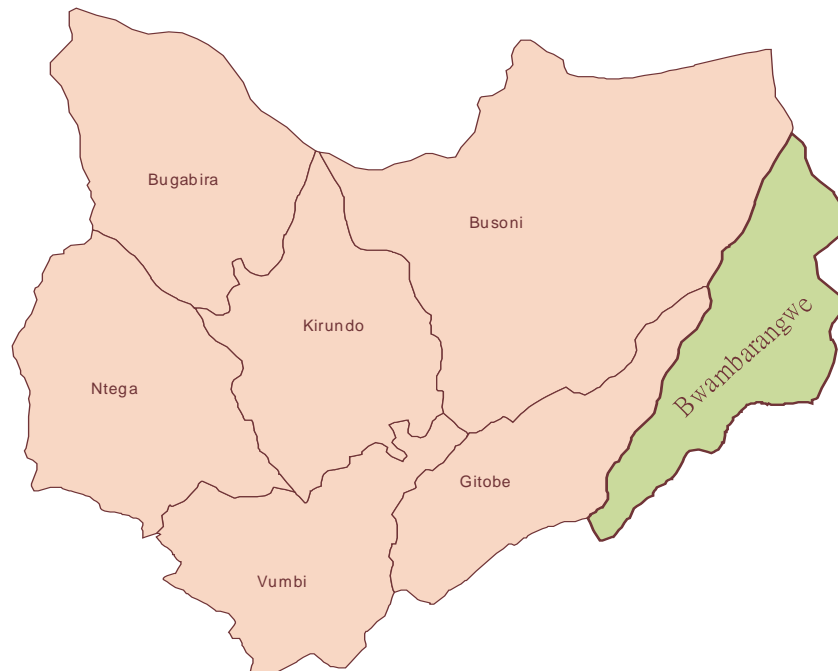


MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU  
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION  
NATIONALE



Programme d'Appui à la Gouvernance

## MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE BWAMBARANGWE



**Province Kirundo**

**Kirundo, Septembre 2006**

## TABLE DES MATIERES Bngwe

	<b>Page</b>
<b>Liste des abréviations</b>	
<b>Préface</b>	
<b>Introduction</b>	
<b>CHAPITRE I. DESCRIPTION PHYSIQUE</b>	<b>1</b>
1.1. Situation géographique	1
1.2. Découpage administratif	1
1.3. Données géographiques	2
<b>CHAPITRE II. DEMOGRAPHIE</b>	<b>3</b>
2.1. Population	3
2.2. Densité	3
2.3. Population par tranche d'âge	3
2.4. Population active et population à charge	5
2.5. Evolution de la population de la commune	5
<b>CHAPITRE III. AGRICULTURE</b>	<b>7</b>
3.1. Système de production	7
3.2. Production comparative des cultures	8
3.3. Cultures industrielles	11
3.4. Facteurs de production	11
3.5. Personnel d'encadrement	12
3.6. Contraintes	12
3.7. Potentialités / Atouts en matière agricole	13
3.8. Contraintes	13
3.9. Potentialités/Atouts en matière agricole	14
3.10. Actions à mener	14

<b>CHAPITRE IV. ELEVAGE</b>	<b>15</b>
4.1. Système d'élevage	15
4.2. Evolution des espèces de 2001 à 2005	16
4.3. Situation comparée de la commune Bwambarangwe	17
4.4. Approvisionnement en géniteurs	19
4.5. Santé animale	19
4.6. Les marché d'animaux	20
4.7. Contraintes, potentialités et perspectives du secteur	21
<b>CHAPITRE V. PECHE ET PISCICULTURE</b>	<b>23</b>
5.1. Pêche	23
5.2. Pisciculture	24
<b>CHAPITRE VI. FORETS</b>	<b>26</b>
6.1. Forêts naturelles	26
6.2. Forêts artificiels	26
6.3. Production des plans forestiers	27
6.4. Production forestière	28
6.5. Transformation du bois	28
6.6. Principales contraintes, potentialités et perspectives	28
<b>CHAPITRE VII. INDUSTRIE ET ARTISANAT</b>	<b>29</b>
7.1. Industrie	29
7.2. Artisanat	29
7.3. Géologie, mines et minerais	32
<b>CHAPITRE XVIII. ENERGIE</b>	<b>33</b>
8.1. Energie électrique	33
8.2. Les énergies alternatives	33
8.3. Les combustibles ligneux	33

<b>CHAPITRE IX. COMMERCE,TRANSPORT ET COMMUNICATION</b>	<b>34</b>
9.1. Commerce	34
9.2. Transport	37
9.3. Communication	38
<b>CHAPITRE X. SANTE</b>	<b>39</b>
10.1. Données épidémiologiques	39
10.2. Vaccination	42
10.3. Fréquentation et capacités d'accueil des structures de santé	42
10.4. Equipements en laboratoires	42
10.5. Ressources humaines	42
10.6. Contraintes	43
10.7. Stratégies / actions à mener	43
10.8. Partenaires et bailleurs de fonds	43
10.9. Eau et assainissement	44
<b>CHAPITRE XI. HABITAT</b>	<b>45</b>
11.1. L'habitat rural	46
11.2. L'habitat urbain	47
11.3. Disponibilité des matériaux locaux de construction	47
11.4. Contraintes liées à la réhabilitation et à l'amélioration de l'habitat rural	47
<b>CHAPITRE XII. EDUCATION</b>	<b>49</b>
12.1. Etat des infrastructures et commodités à tous les niveaux d'enseignement	49
12.2. Enseignement préscolaire	51
12.3. Enseignement primaire	51
12.4. Enseignement secondaire	52
12.5. Ecoles techniques professionnelles	53
12.6. Situation du personnel enseignement dans la commune par sexe	53
12.7. Enseignement informel	53
12.8. Principales contraintes, potentialités et perspectives	55

<b>CHAPITRE XIII. JEUNESSE ET SPORT</b>	<b>56</b>
13.1. Encadrement des jeunes	57
13.2. Infrastructures sportives	58
13.3. Infrastructures culturelles	58
13.4. Principales contraintes liées à la jeunesse, potentialités et perspectives	58
<b>CHAPITRE XIV : JUSTICE</b>	<b>59</b>
14.1 Infrastructures	59
14.2. Equipements	59
14.3. Performances du secteur	60
14.4. Personnel	60
14.5. Justice gracieuse	60
14.6. Contraintes	61
14.7. Potentialités	61
14.8. Perspectives	61
<b>CHAPITRE XV: COOPERATIVES ET ASSOCIATIONS D'AUTO DEVELOPPEMENT</b>	<b>62</b>
15.1. Coopérative	62
15.2. Associations	62
15.3. Les principales contraintes, potentialités et perspectives	62
<b>CHAPITRE XVI : ACTION SOCIALE</b>	<b>64</b>
16.1 Statistiques sur les enfants en difficulté	64
16.2. Statistiques des victimes de violences sexuelles	65
16.3. Réintégration	65
<b>CHAPITRE XVII. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE</b>	<b>66</b>

## LISTE DES ABREVIATIONS

ASBL	: Association Sans But Lucratif
ABEC	: Association Burundaise des Exportateurs du Café
BTC	: Burundi Tobacco Company
BCB	: Banque de Crédit de Bujumbura
BANCOBU	: Banque Commerciale du Burundi
IBB	: Interbank Burundi
BNEC	: Bureau National pour l'Enseignement Catholique
CMD	: Cassava Mosaic Disease
CEPGL	: Communauté Economique des Pays de Grands Lacs
CEM	: Centre d'Enseignement des Métiers
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
CERADER	: Centre de Recherche en Agriculture et Développement Rural
COMEBU	: Crédit de Relance Economique
CFA	: Centre de formation Artisanal
CPA	: Centre de Production Artisanal
CFPP	: Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel
CPPS	: Comité Provincial de la Promotion de la Santé:
CEPBU	: Communauté des Eglises de Pentecôte du Burundi
CDF	: Centre de Développement Familial
CNRSP	: Centre National pour la Réadaptation Socio - Professionnelle
CNAR	: Centre National d'Appareillage et de Rééducation
CNRS	: Commission Nationale de Réhabilitation des Sinistrés
DPAE	: Direction provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DGVA	: Direction Générale de la Vulgarisation
DAPA	: Département de l'aquaculture et de la pêche Artisanale
DGHER	: Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rural
DAF	: Directeur Administratif et Financier
FNUAP	: Fonds des Nations Unies pour la Population
FNG	: Fonds National de Garantie
FAO	: Food Agriculture Organisation
FACAGRO	: Faculté d'Agronomie de l'Université du Burundi
FENACOBU	: Fédération Nationale des Coopecs du Burundi
FNS	: Fonds National pour les Sinistrés
HCR	: Haut Commissariat des Réfugiés
ISTEEBU	: Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi

ISABU	: Institut des Sciences Agronomique du Burundi
IRAZ	: Institut de recherche Agronomique et Zootechnie
INSS	: Institut National pour la Sécurité Sociale
IEC	: Information, Education et Formation
MRRDR	: Ministère de la Réinsertion et de la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés
MPDRN	: Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale
MASPF	: Ministère de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme
NPK	: Azote, Phosphore, Potassium
OPDE	: Œuvre Humanitaire pour la Protection de l'Enfance Déshéritée
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
OCIBU	: Office du Café du Burundi
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OTB	: Office du Thé du Burundi
ONAPHA	: Office National Pharmaceutique
PNUD	: Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPL	: Projet d'Appui à la Planification Locale et au Renforcement des Capacités des Communautés.
PDCLCP	: Projet de Développement Communautaire pour la Lutte Contre la Pauvreté
PEA	: Projet Eau et Assainissement
PRDMR	: Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PREBU	: Projet de Réhabilitation du Burundi
PEV	: Programme Elargi de Vaccination
PNSR	: Programme National de la Santé et de la Reproduction
RDC	: République Démocratique du Congo
RCE	: Régie Communale de l'Eau
REGIDESO	: Régie des eaux
RCE	: Régie Communale des eaux
SPRHP	: Services de Planification des Ressources Humaines et de Population
SIDA	: Syndrome Immuno Déficience Acquise
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SODECO	: Société de Dépulpage et de Conditionnement du Café
SNA	: Service National d'Alphabétisation
TPO	: Transcultural Phychosocial Organisation
USAID	: United Stater of America for International Development
UNOPS	: United nations Office for Project Service
UNICEF	: United Nation Infant and Children Found
UCODE	: Union Coopérative de Développement
VIH	: Virus d'Immuno Déficience Humaine





## PREFACE

*La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune.*

*En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...*

*La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.*

*Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.*

*Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.*

*A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.*

*Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.*

*A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.*

*Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.*

*En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune.*

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA  
RECONSTRUCTION NATIONALE**

  
**Madame Marie-Goreth NIZIGAMA**

## INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la commune Bwambarangwe.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain, ...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de Développement communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

## CHAPITRE I. DESCRIPTION PHYSIQUE

### 1.1. Situation géographique

La commune BWAMBARANGWE est délimitée :

- Au Nord – Ouest par la commune Busoni
- Au Nord – Est par la commune Giteranyi
- Au Sud par les communes Butihinda et Gashoho
- A l'Est par la commune Giteranyi
- A l'Ouest par la commune Gitobe

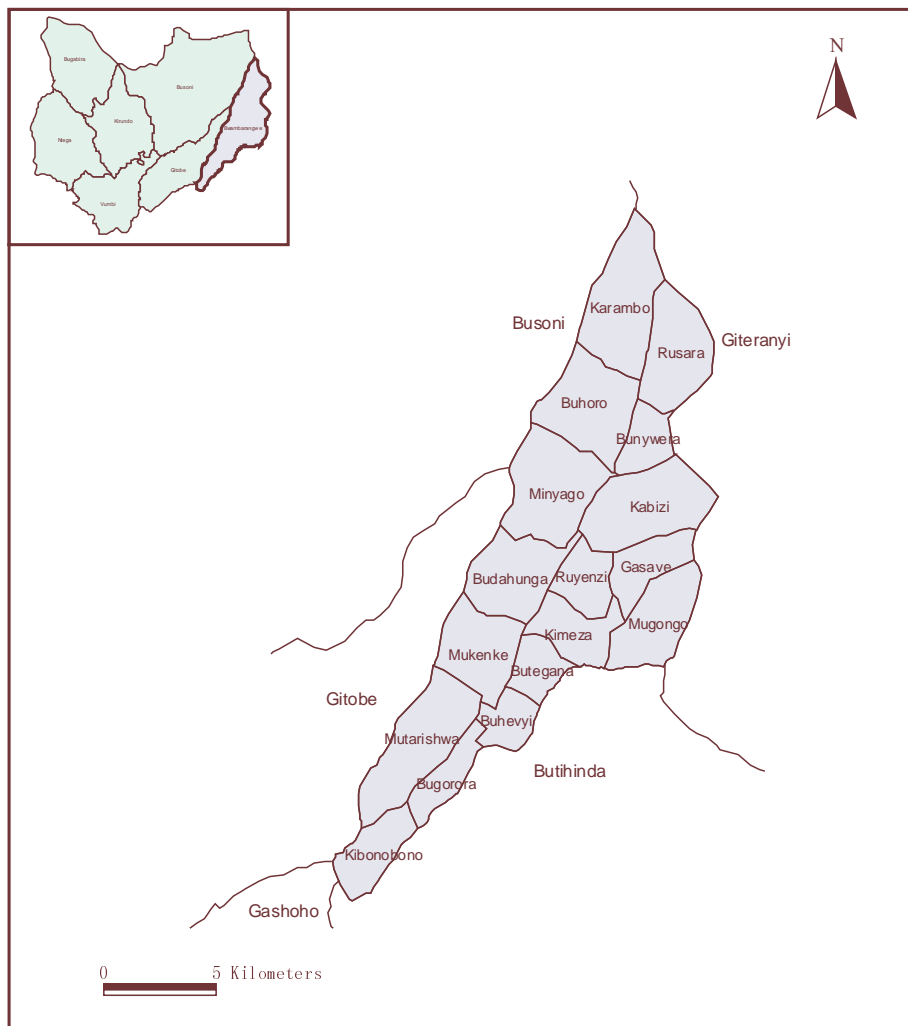
### 1.2. Découpage administratif

Bwambarangwe est subdivisé en 3 zones et 17 collines

Les zones sont Kimeza, Buhoro et Mukenke.

Les 17 collines : Budahunga, Bugobora, Buhenyi, Buhoro, Bunywera, Butegama, Gasave, Karambo Kibazi, Kibonobono, Kimeza, Miyago, Mugongo, Mukenke, Mutarishwa, Rusasa, et Ruyenzi.

#### Carte de découpage administratif de la commune



### **1.3. Données géographiques**

#### **1.3.1. Paramètres climatiques**

La commune Bwambarangwe s'étend dans toute sa totalité sur la région de Bugesera qui est climatiquement caractérisée par :

- Une altitude comprise entre 1500 et 1700m
- D'après Köpen, le climat est de type ( AW 3) S dans le Bugesera (régime hydrique de type ustie) tandis que le régime thermique est de nature isothermique.
- Le climat extériorise deux saisons de pluie ; la première débutant généralement vers le mois de Septembre et se terminant le mois de Novembre. La seconde s'étale entre les mois de Janvier à Mai. Entre les deux saisons s'intercale une petite période de saison sèche qui dure tout le mois de décembre. Au cours des mois de Juin à Septembre s'étale la saison sèche.
- Les températures maximales et minimales semblent avoir une faible variation. La température moyenne est de 20,9° C/mois et les températures maximales et minimales sont respectivement 27,1°C et 14,8° C (données recueillies sur une période de 10 ans : 1981-1990).
- La pluviométrie varie entre 700 mm dans la dépression du Bugesera et 1200mm sur les hauteurs de Bweru. Aujourd'hui la région de Bugesera connaît des perturbations pluviométriques, ou tout simplement absence des pluies. Après le phénomène de « ELNINO » de 1997, la province a toujours connu une situation déficitaire de pluies surtout dans sa partie du Bugesera.
- Une savane arborée.

#### **1.3.2. Superficie en km<sup>2</sup>**

- Commune Bwambarangwe : 193 km<sup>2</sup>
- Province Kirundo : 1703,34 km<sup>2</sup>
- Burundi : 27834km<sup>2</sup>
- % Commune Bwambarangwe /Province : 11.3
- % Commune Bwambarangwe/ Pays : 0,7

## CHAPITRE II. DEMOGRAPHIE

### 2.1. Population

- Population totale de la commune Bwambarangwe : 60 278 hab.
- Population totale de la province Kirundo : 598 180 hab.
- Population totale du Pays : 7 610 584 hab.
- % Bwambarangwe par rapport à la province : 10 %
- % Bwamabarangwe par rapport au pays : 0.7 %

### 2.2. Densité moyenne (2005)

- Commune BWAMBARANGWE : 312 hab./km<sup>2</sup>
- Province KIRUNDO : 331 hab./km<sup>2</sup>
- Burundi : 259 hab./km<sup>2</sup>

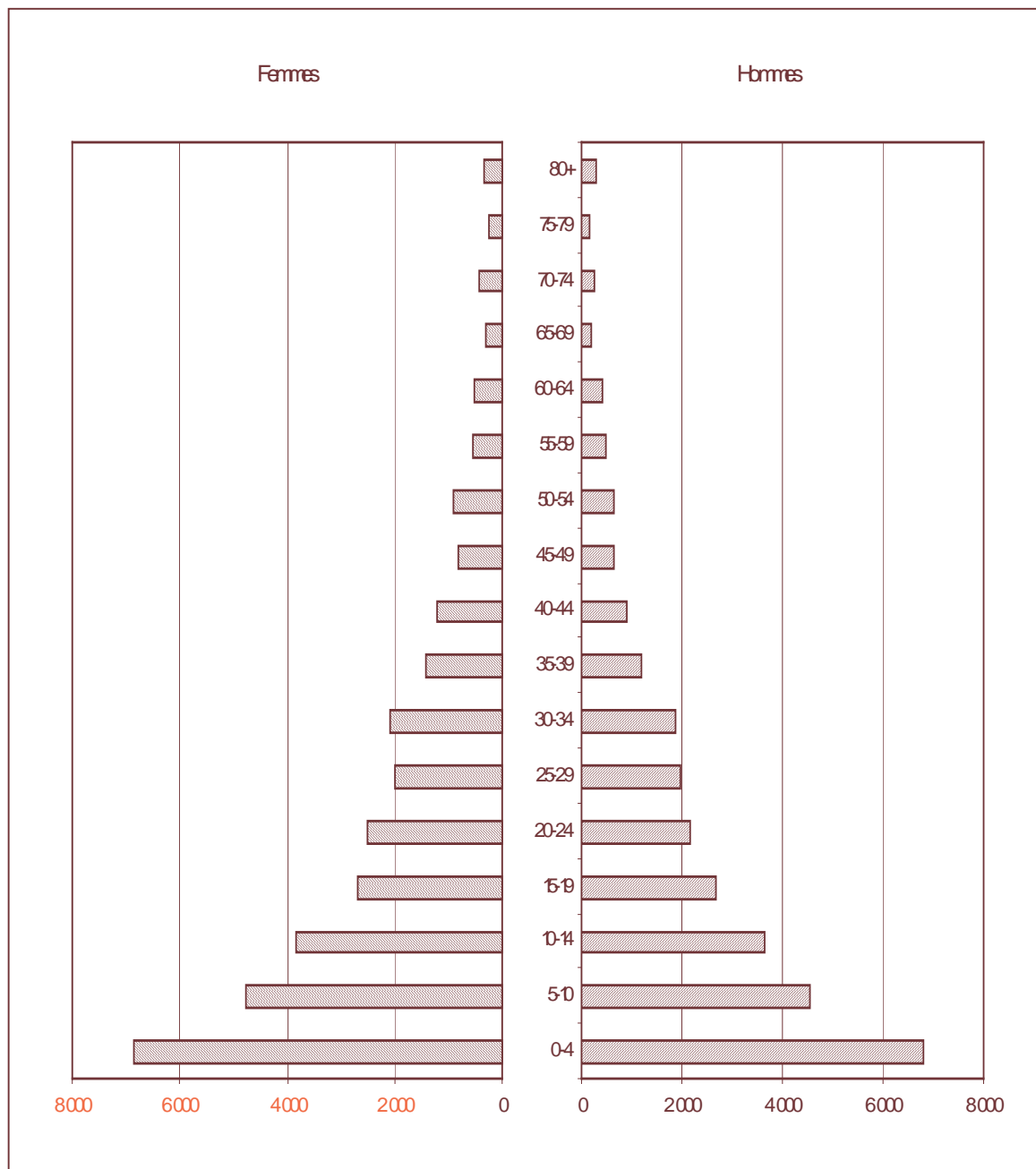
La densité moyenne de la Commune BWAMBARANGWE est inférieure à celle de la province KIRUNDO et supérieure à celle du pays.

### 2.3. Population par tranche d'âge

Groupes d'âges	Sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	6.800	6.865	13.665
5-9	4.554	4.773	9.328
10-14	3.651	3.824	7.475
15-19	2.677	2.677	5.355
20-24	2.154	2.498	4.652
			<b>40.475</b>
25-29	1.955	2.001	3.956
30-34	1.869	2.068	3.958
35-39	1.206	1.430	2.634
40-44	917	1.213	2.131
45-49	633	806	1.439
50-54	634	918	1.553
55-59	484	537	1.022
60-64	419	503	922
65-69	206	305	511
70-74	263	421	684
75-79	154	230	384
80+	294	341	635
<b>Total</b>	<b>28.872</b>	<b>31.411</b>	<b>60.283</b>

La population de la commune Bwamabarangwe est très jeune. La pyramide des âges présente une base très large signifiant que le poids démographique des plus jeunes est très important . En effet, la tranche des moins de 25 ans représente près de 66 % de la population.

*Pyramide des âges de la population de la Commune Bwambarangwe en 2005*



## 2.4. Population active et population à charge

Communes	Population active (15-64 ans)			Population à charge (<15 ans 65 ans et plus)			Rapport de dépendance		% de la population active	
	H	F	T	H	F	T	H	F	H	F
Bugabira	15169	18209	<b>33 378</b>	20283	20589	<b>40 872</b>				
Busoni	25 570	29 389	<b>54 959</b>	33 354	33 319	<b>66 673</b>				
<b>Bwambara</b>	<b>12 948</b>	<b>14 651</b>	<b>27 599</b>	15 922	16 759	<b>32 681</b>	<b>1.22</b>	<b>1.14</b>	<b>44.8</b>	<b>46.6</b>
Gitobe	13 842	15 800	<b>29 642</b>	16 356	16 780	<b>33 136</b>				
Kirundo	20 551	23790	<b>44 341</b>	23 951	24 872	<b>48 823</b>				
Ntega	20 641	24 188	<b>44 829</b>	25 278	26 434	<b>51 712</b>				
Vumbi	20 147	22 906	<b>43 053</b>	21 902	23 463	<b>45 365</b>				
Total province	128 868	148 933	<b>278 946</b>	157 046	162 216	<b>319 271</b>				

La population à charge est légèrement supérieure à la population active dans la commune Bwambarangwe (32681 sur 27599, soit un rapport de dépendance de 1,20).

Avec le pourcentage moyen de la population active de la commune se situant à 45 %, il apparaît que chaque personne active de Bwambarangwe se situant entre 15 et 64 ans doit prendre en charge 1 personne non active, soit un plus jeune de moins de 15 ans, soit un plus âgé de plus de 64 ans.

Ce taux de dépendance est en réalité plus élevé si on considère que la plupart des élèves et étudiants de 15 à 25 ans peuvent être également classés dans la catégorie des personnes inactives.

Ce taux de dépendance est sans doute plus élevé si on considère le taux de scolarisation au secondaire.

## 2.5. Evolution de la population de la commune de Bwambarangwe

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Communes</b>								
Bugabira	70040	72113	74248	76445	78708	81038	84437	85906
Busoni	114733	118129	121626	125226	128933	132749	136678	140724
<b>Bwambara</b>	<b>56862</b>	<b>58545</b>	<b>60278</b>	<b>62062</b>	<b>63899</b>	<b>65791</b>	<b>67738</b>	<b>69743</b>
Gitobe	59216	60969	62773	64632	66545	68514	70542	72630
Kirundo	87991	50596	93277	96038	98881	101808	104821	107924
Ntega	92012	94736	97540	100427	103400	106460	109611	112856
Vumbi	83426	85895	88438	91056	93571	96526	99383	102325
Total province	<b>564280</b>	<b>580983</b>	<b>598180</b>	<b>615886</b>	<b>634116</b>	<b>652886</b>	<b>672211</b>	<b>692109</b>

La population de la commune Bwambarangwe était d'environ 56862 habitants en 2003. Pour les 7 prochaines années de 2004 à 2010, cette population atteindra 69743 habitants, soit une croissance de 22.6 %.



Cette croissance extrêmement rapide pose un problème économique et social. Pour le maintien de la sécurité alimentaire, il faudrait en effet que la production agricole croisse à raison d'un taux de croissance d'au moins de 2,6 % par an. Garder le même niveau de vie supposerait également que la croissance économique soit au moins égale au taux de croissance de la population.

La rapide croissance démographique pose à Bwambarangwe un grave problème d'autant plus que la population atteint une densité considérable. Le développement est rarement compatible avec une telle situation qui entraîne de lourds investissements et rend difficile l'exécution de programmes tels que la scolarisation ou la santé pour tous.

## **CHAPITRE III. AGRICULTURE**

La commune de Bwambarangwe est l'une des plus affectées par la crise alimentaire de ces derniers temps.

Elle se situe dans la région naturelle du Bugesera qui fait actuellement face à des périodes cycliques de sécheresse. Cette situation a lourdement pesé sur la production agricole de la commune qui a beaucoup chuté ces dernières années (production du manioc, patate douce, haricot).

L'agriculture occupe plus de 95% de la population qui s'adonne principalement à la production des cultures vivrières et industrielles, et à une moindre mesure aux cultures maraîchères et fruitières.

### **3.1. Système de production**

Le système de production est traditionnel et présente les mêmes caractéristiques que celles rencontrées dans toutes les autres communes et provinces du pays. Il repose sur une multitude d'exploitations familiales de faible superficie alors même que la commune dispose encore de vastes étendues de terre. L'extension des superficies est limitée par le manque d'intrants agricoles aussi bien les semences que les fertilisants.

Les paysans utilisent un outillage rudimentaire et une main d'œuvre familiale essentiellement féminine. Les femmes labourent, sèment, sarclent, moissonnent et transportent les récoltes...

La production vivrière est avant tout destinée à l'autoconsommation et le petit surplus au marché.

Les engrais chimiques et les produits phytosanitaires sont d'usage rare si pas inexistant. Ainsi, les rendements sont-ils faibles non seulement à cause des facteurs ci-haut cités, mais également à cause des techniques culturales rudimentaires, de l'insuffisance d'intrants, de la dégénérescence de semences, ...

Le mode de culture prédominant est l'association des cultures.

La commune connaît trois saisons à savoir : saison A de septembre à février, saison B de février à juillet et saison C de juin à octobre.

Certaines cultures telles que le bananier, le manioc, le caféier sont cultivées au cours de toute l'année.

Le régime foncier pratiqué dans la commune est de type coutumier reconnaissant les droits de propriété et d'exercice aux familles au sein desquelles les individus ont des droits et des devoirs. La famille se partage l'espace et les ménages l'exploitent.

Le mode de faire-valoir direct est le plus usité que le fermage et le métayage.

La malnutrition sévit dans la commune Bwambarangwe à cause de la sécheresse, de la pauvreté et des habitudes alimentaires de la majorité de sa population. L'alimentation de base est composée principalement d'aliments à prédominance glucidique ; notamment les féculents dont, en ordre d'importance : la banane, le manioc et la patate douce.

Les deux premiers féculents se consomment de façon permanente toute l'année.

Le seul aliment de prédominance protidique consommé quotidiennement est le haricot.

Par manque d'huile, les lipides font défaut dans la consommation alimentaire journalière.

### 3.2. Production comparative des cultures dans la commune et production totale de la commune par rapport à la production de la province

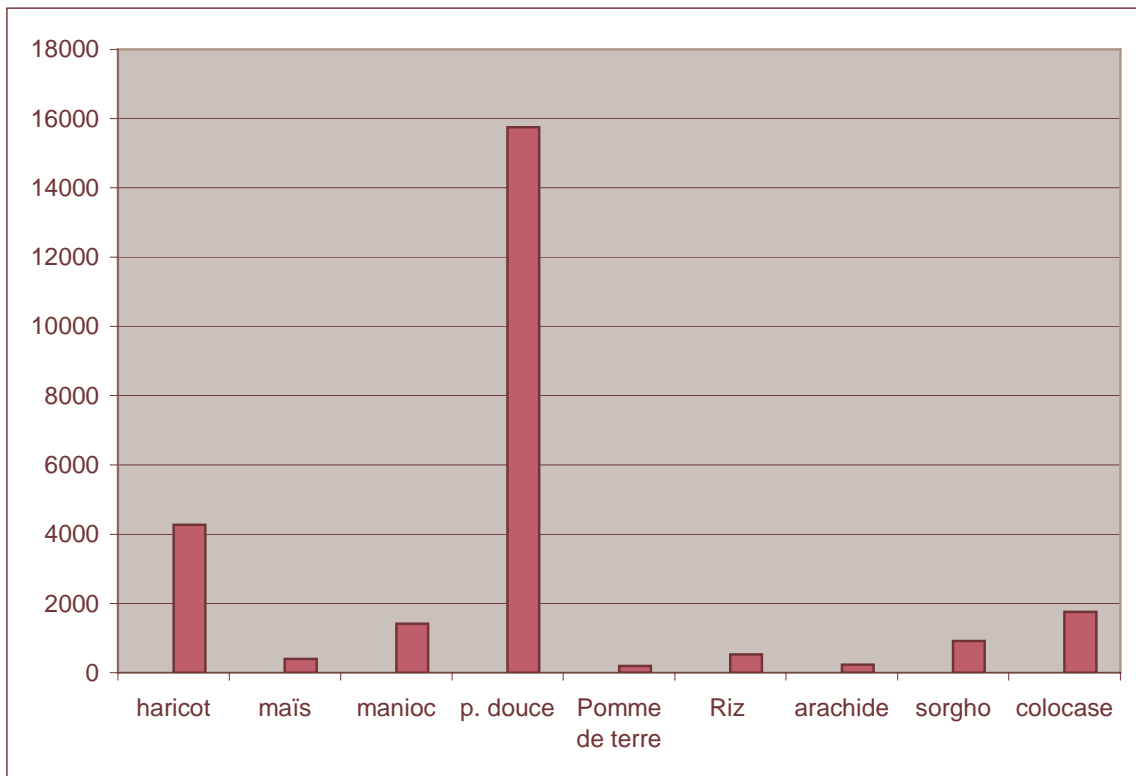
Culture année	banane	haricot	maïs	manioc	p. douce	Pomme de terre	Riz	arachide	sorgho	colocase	Production totale
2001	144000	5607	540	2700	15600	120	180	-	-	1100	
2002	148800	5583	558	1440	16200	100	780	226	-	-	
2003	153600	3717	562	675	25875	200	928	184	1140	1120	
2004	106750	4666	176	436	1084	141	488	204	1501	810	
2005	100720	1800	150	1800	20000	450	300	320	102	4000	
Production moyenne de la culture dans la commune	<b>130774</b>	<b>4274</b>	<b>397</b>	<b>1410</b>	<b>15751</b>	<b>202</b>	<b>535</b>	<b>186</b>	<b>548</b>	<b>1406</b>	<b>155486</b>
Proportion de la production de chaque culture dans la commune (%)	84	3	0	1	10	0	0	0	0	1	100
Classement des cultures dans la commune	1	3	8	4	2	9	7	10	6	5	
Production totale de chaque culture dans la province	<b>482751</b>	<b>25088</b>	<b>2850</b>	<b>28599</b>	<b>58166</b>	<b>1065</b>	<b>3656</b>	<b>597</b>	<b>17229</b>	<b>9997</b>	<b>629998</b>
Proportion de la production communale par rapport à la production provinciale par culture en %	<b>29,5</b>	<b>17,0</b>	<b>13,9</b>	<b>4,9</b>	<b>27,1</b>	<b>19,0</b>	<b>14,6</b>	<b>31,2</b>	<b>3,2</b>	<b>14,1</b>	<b>26,4</b>
Classement de la commune dans la province	2	2	4	5	2	2	3	1	5	4	2

Concernant l'importance des cultures dans la commune, la banane occupe la première place avec 84% de la production totale des cultures, suivi de très loin par la patate douce (10%) et le haricot (3%).

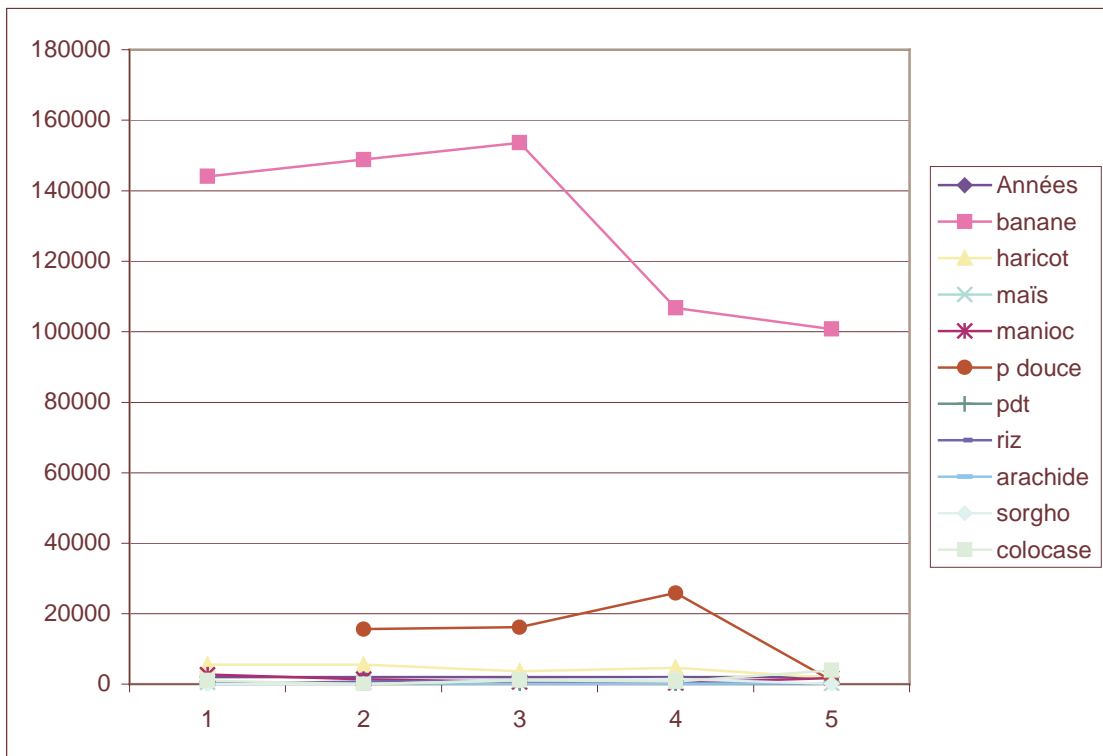
Par rapport à la production totale de la province, la commune Bwambarangwe produit 26,4 % et occupe le deuxième rang au niveau provincial juste après Gitobe. Les premières communes les plus productrices étant dans l'ordre Gitobe, Bwambarangwe, Ntega et Vumbi.

La commune Bwambarangwe occupe la première place pour la production de l'arachide et la deuxième place pour quatre cultures à savoir la banane, le haricot, la patate douce et la pomme de terre.

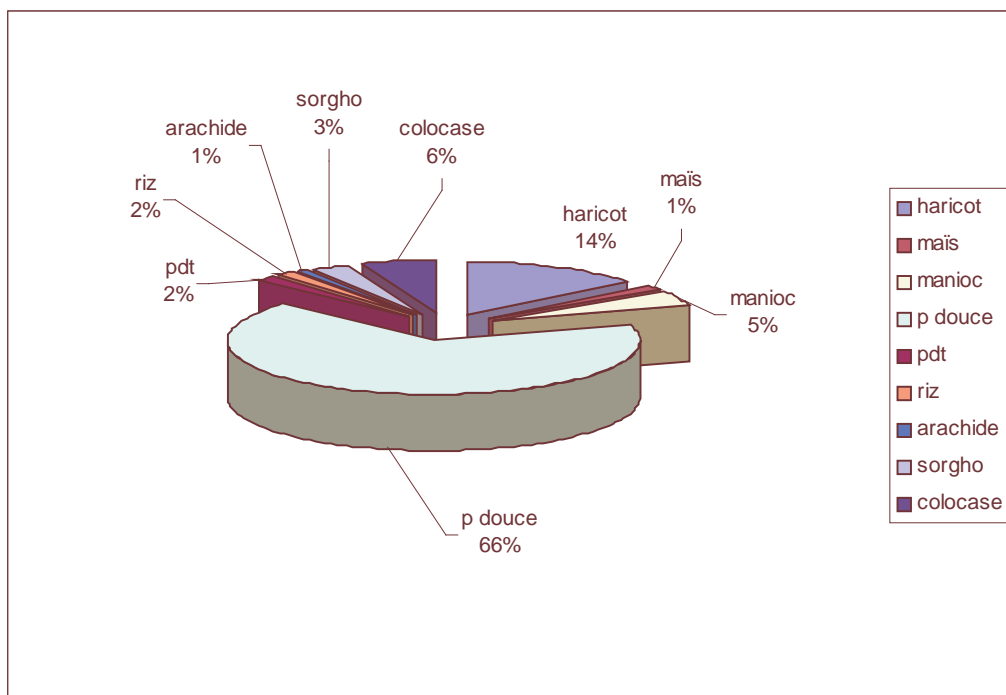
### Production des différentes cultures dans la commune (moins la banane)



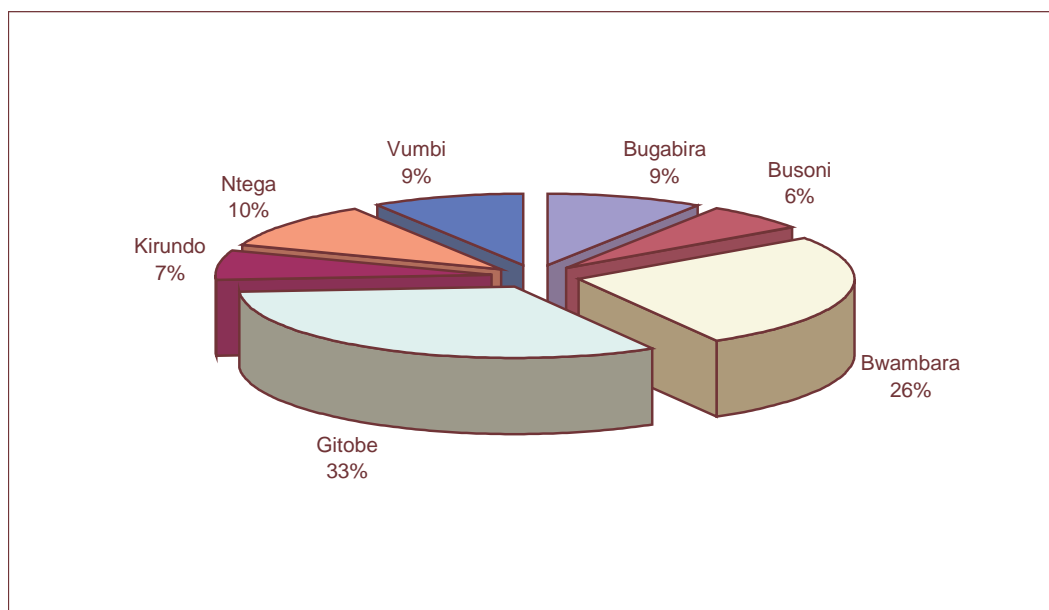
### Evolution des productions des différentes cultures entre 2001 et 2005



### Production comparée des cultures en % (moins la banane)



### Part (%) de la production communale dans la province



### **3.3. Cultures industrielles**

Dans la province Kirundo culture industrielle recensée dans la commune Gitobe est le café.

La production est encadrée par la SOGESTAL Kirundo-Muyinga qui n' a pas pu nous donner des informations par commune.

La superficie emblavée dans la province de Kirundo est de 4987 ha en 2005 soit 7 % de la superficie emblavée au niveau national.

La taille moyenne d'une exploitation familiale de caféiers est de 0,075 ha soit 200 pieds de caféiers par ménage (en tenant compte du fait que 2.666 pieds de caféiers occupent 1 ha).

Les caféiers sont plantés exclusivement en monoculture.

Nous distinguons 3 types de produits café : cerise, café parche (5 kg de cerise donnent  $\pm$  78 g de café marchand) et c'est sous cette forme que le café burundais est exporté à l'étranger.

La production du café a connu une chute drastique dans la commune entre 2003, 2004 et 2005. les statistiques provinciales montrent que la zone Kirundo-Muyinga a représenté 14.2%, 16.8 % et 0.016 % de la production totale des cerises respectivement en 2003, 2004, 2005.

### **3.4. Facteurs de production**

Le développement du secteur agricole passe obligatoirement par l'utilisation rationnelle des facteurs de production.

Ces facteurs sont nombreux et variés. Certains contribuent directement à la production (terre, main d'œuvre agricole, intrants, ...) tandis que d'autres lui viennent en appui (recherche, vulgarisation, financements...).

#### ***Disponibilité des terres sur les collines et dans les marais***

La densité moyenne de la commune est de 312 habitants au Km<sup>2</sup>, la plus élevée de la province.

La commune dispose tout de même de quelques terres encore vierges où l'on peut implanter des centres semenciers ou autres projets.

Les marais non encore aménagés constituent un potentiel pouvant dégager des surfaces importantes pour l'agriculture.

En 2005, les superficies des marais dans la commune Bwambarangwe se présentent comme suit :

- Superficie totale des marais de la commune : 1220 ha
- Superficie totale provinciale : 23858 Ha
- Superficie aménagée de la commune : 40 ha
- % occupée : 5.9 %

### ***Centres semenciers***

La commune Bwambarangwe dispose d' 1 centre semencier situé à Kimeza. Il a une superficie de 20.5 ha. Il est géré par des privés qui y multiplient le haricot , le maïs , les ananas et les avocats.

### ***Intrants agricoles***

Pour la campagne 2004-2005, la commune n' a reçu comme intrants agricoles que 87.000 plants de caféiers et 85 kg de riz.

### **3.5. Unités industrielles**

La commune Bwambarangwe dispose d'une unité de transformation de café à Mutarishwa.

### **3.6. Ecoulement des productions**

On observe au cours de ces dernières années une forte régression des volumes des produits agricoles commercialisés.

La commercialisation des produits agricoles, dernier maillon très déterminant du processus de la production agricole et d'élevage, constitue la principale source de revenu pour la population de la commune.

Les prix sont libéralisés ; il n'y a ni fixation ni contrôle des prix. Les rencontres entre acheteurs et producteurs se font de façon informelle sur les cinq marchés. Les prix sont généralement discutés librement entre les deux parties en présence et le niveau de transaction se règle par la loi de l'offre et de la demande.

La grande partie de la production vivrière, des légumes et des fruits est commercialisée de façon informelle. Elle s'effectue d'abord au niveau des collines où les opérateurs économiques achètent directement auprès des producteurs ; ensuite au niveau des marchés hebdomadaires ruraux. A côté de ces marchés plus ou moins organisés, une quantité non négligeable des produits au niveau des centres de ramassage saisonniers.

La commercialisation des produits agro-industriels, notamment le café et le tabac, fait l'objet des réglementations spéciales contrôlées par l'OCIBU et la BTC.

La commercialisation des productions agricoles est assurée à travers 6 marchés que sont

<b>Localité ou nom du marché</b>	<b>Jour de tenue du marché</b>
Mukenke	Mercredi et Dimanche
Buhoro	Mardi et vendredi
Kibazi	Mardi
Bugorora	Mercredi
Kimeza	Jeudi
Kabuyenge	Jeudi

### **3.7. Personnel d'encadrement**

A l'image des autres communes, la commune de Bwambarangwe dispose d'un personnel technique affecté en permanence à la commune.

Il s'agit de :

- a. au niveau de chaque commune
  - 1 Agronome Communal, Technicien Agronome A2 ;
  - 1 Vétérinaire Communal, Technicien Vétérinaire A2 ;
- b. au niveau de zone
  - 3 Assistants Agricoles A3 pour les 4 zones

En plus de ces techniciens, les cadres provinciaux font régulièrement des tournées pour le suivi des activités de la DPAAE.

### **3.8. Contraintes**

- a) cultures vivrières
  - irrégularité des pluies et chute dramatique des productions allant jusqu'à causer des famines sévères
  - faible disponibilité des intrants (semences et engrais)
  - pas de réponses adéquates aux contraintes rencontrées du fait de la faiblesse de l'encadrement (manque de moyens, démotivation du personnel, préoccupations sécuritaires primant sur les autres)
  - pas de réponses adéquates de la recherche sur
    - o menaces de disparition du manioc suite à la mosaïque
    - o menaces sur les colocases et sur le bananier



b) cultures industrielles

- l'anthracnose du caféier est une des causes majeures de la chute de la production du café
- les prix aux producteurs sont trop faibles provoquant des tentatives d'arrachage ou d'abandon des vergers et la fuite de la production vers le Rwanda
- conjoncture internationale des prix défavorable
- l'insécurité des dernières années a forcé les populations aux déplacements hors de leurs foyers et la détérioration de la qualité d'entretien de vergers

**3.9. Potentialités / Atouts en matière agricole**

- gamme variée de spéculations agricoles (riz, sorgho, haricot, tournesols, ...)
- une demande toujours croissante en produits agricoles
- main d'œuvre abondante et laborieuse
- retour de la paix avec possibilité de retour des financements

**3.10. Actions à mener**

- varier les spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses
- réhabiliter le centre semencier de Kimeza.
- organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions facilement commercialisables (haricot, sorgho, farine de manioc, riz)

## **CHAPITRE IV. ELEVAGE**

### **4.1. Système d'élevage**

Dans la commune Bwambarangwe, le système extensif est le principal mode de production animale, mais des systèmes semi-intensifs commencent à se développer sous l'effet de la pression démographique et le besoin d'intégrer l'élevage à l'agriculture pour la restauration et le maintien de la fertilité des sols.

Les difficultés de gardiennage des animaux suite à la scolarisation du plus grand nombre d'enfants pousse aussi les familles rurales à l'intensification de l'élevage.

Le cheptel bovin de la commune est constitué de la race locale Ankolé, parfois croisé avec Sahiwal et rarement avec Montbéliard et la Frisonne.

L'essentiel de l'alimentation provient des parcours naturels.

Le système semi-intensif ou intégré qui est préconisé par les projets et ONGs qui appuient dans le repeuplement du cheptel évolue lentement. En effet, la diminution des pâturages due à la pression démographique dicte le besoin d'une intensification et d'une intégration agro-sylvo-zootechnique avec plus d'utilisation de fumier et de résidus de récolte.

Certains agents de l'Etat et des collectivités locales ainsi que quelques commerçants se lancent dans l'élevage autour des agglomérations et pratiquent de plus en plus le système semi-intensif à intensif avec des bovins croisés laitiers.

Les petits ruminants sont élevés presque exclusivement en mode extensif traditionnel, même si un début d'intégration commence à s'observer surtout pour les caprins distribués dans le cadre des projets.

Les systèmes d'élevage porcin se répartissent en trois : l'élevage traditionnel, l'élevage semi-intensif et l'élevage intensif. On rencontre dans la commune des porcs sous étable en permanence comme on en rencontre sur les routes ou dans les pâturages.

Les systèmes d'élevage avicole reposent exclusivement sur le système traditionnel où on élève le plus souvent en liberté quelques poules. L'élevage avicole traditionnel ne dégage pas de revenus importants, mais en revanche, il coûte pratiquement rien et ne requiert aucun travail particulier.

La guerre qui a éclaté en octobre 1993 a fortement touché le sous-secteur élevage, car dès le début de la crise, le bétail et les infrastructures d'élevage ont été et sont restés les cibles privilégiées des rebelles et d'autres bandits qui ont profité de l'insécurité.

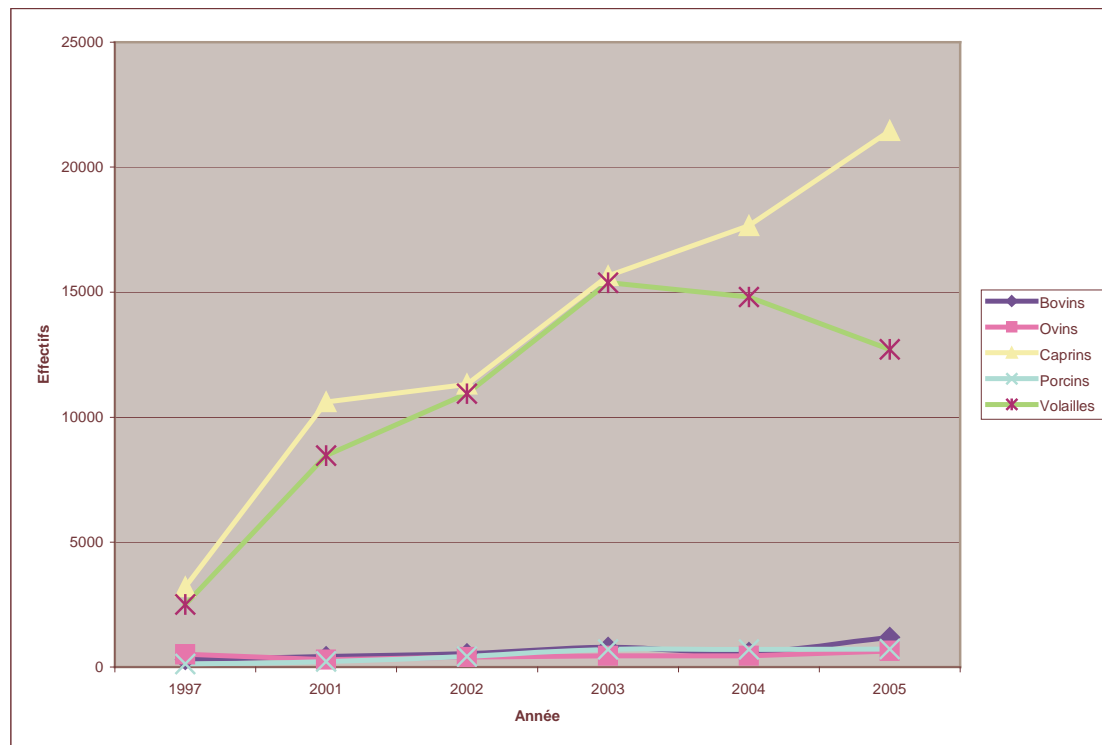
#### 4.2. Evolution des espèces de 2001 à 2005

Année	Bovins		Ovins	caprins	porcins	volailles
	A	L				
1997		296	506	3200	130	2500
2001		420	294	10600	220	8461
2002		540	395	11320	424	10940
2003		793	446	15655	705	15373
2004	11	576	446	17655	705	14806
2005	32	1160	643	21455	728	12712
Augmentation		740	349	10855	508	4251
%		176	119	102	231	50.2

Source : Services provinciaux en charge de l' élevage, DPAE Kirundo

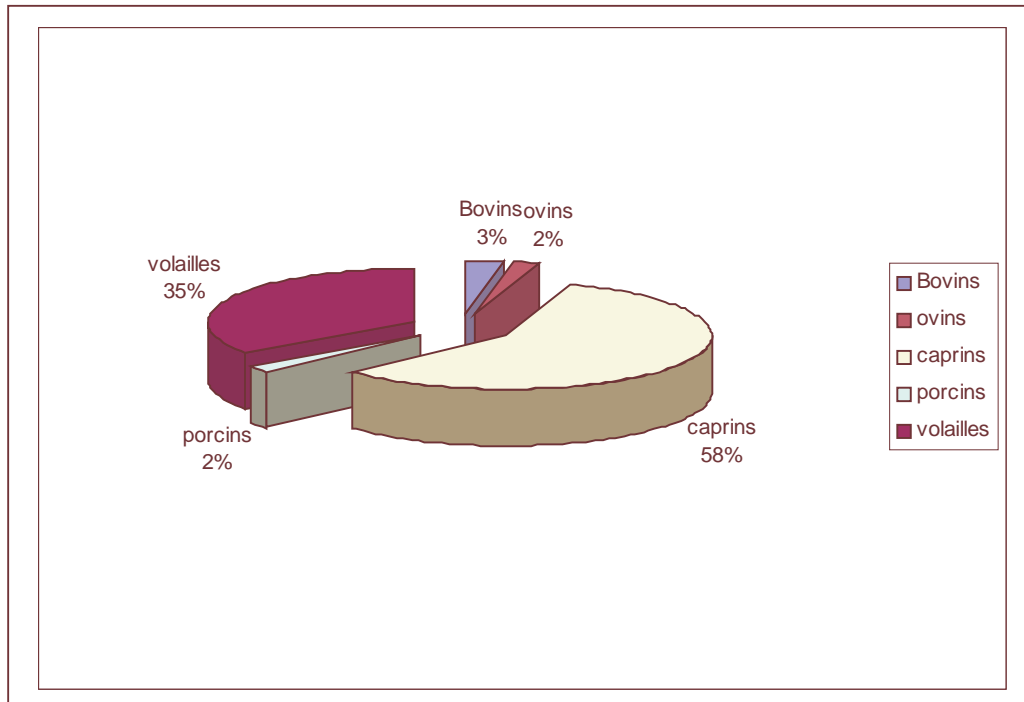
Tous les types d'élevage ont connu une progression sensible entre 2001 et 2005. Les fortes augmentations se remarquent au niveau de l'élevage porcin (231%) , bovin (176%). Exception faite de l'élevage des volailles, l'augmentation a dépassé les 100 %. Ceci est une conséquence immédiate des facteurs combinés de l'amélioration de la sécurité, du taux important de fécondité de certaines espèces, de la facilité de reconstitution par des ménages pauvres étant donné le coût relativement accessible de ces animaux.

#### Evolution des effectifs des espèces entre 1997 et 2005

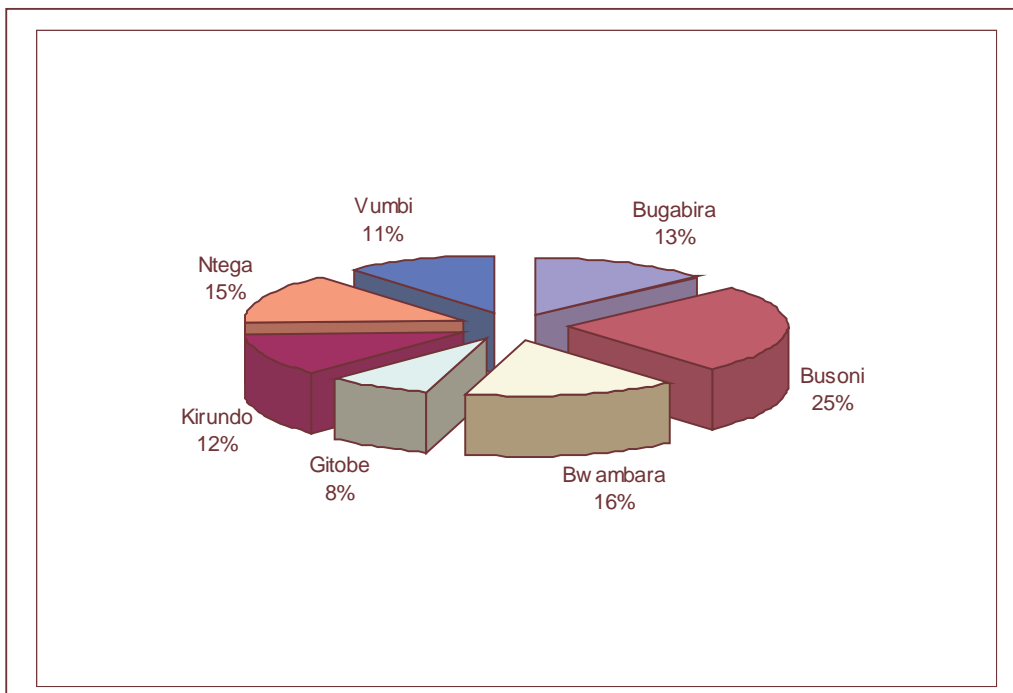


### 4.3. Situation comparée de la commune Bwambarangwe avec les autres communes de la province de Kirundo par rapport aux effectifs des différentes espèces élevées

#### 4.3.1. Effectifs comparés entre espèce d'élevage dans la commune



#### 4.3.2. Effectifs des animaux : comparaison entre les communes (année 2005)



Commune	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Volailles	Total	Proportion	Classement
Bugabira	4053	580	16600	1002	8560	30795	13.3	4ème
Busoni	4172	1213	28300	1360	23700	58745	25.3	1ère
Bwambara	1160	643	21455	728	12712	36698	15.8	2ème
Gitobe	1569	833	8420	810	6219	17851	7.7	7ème
Kirundo	3499	398	10912	2100	11296	28205	12.2	5ème
Ntega	2476	1352	19400	415	10050	33693	14.5	3ème
Vumbi	2168	520	16150	810	6232	25880	11.2	6ème
Total	19097	5539	121237	7225	78769	231867	100	

Source : Services provinciaux en charge de l' élevage, DPAE Kirundo

Comme le matérialise le dôme précédent, c'est dans la commune Busoni (25%) que sont recensés les plus gros effectifs, suivi par Bwambarangwe (16%) et Bugabira (13%).

#### 4.3.3. Proportion des animaux élevés par commune et par espèce

	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Volailles
Bugabira	21,2	10,5	13,7	13,9	10,9
Busoni	21,8	21,9	23,3	18,8	30,1
<b>Bwambara</b>	<b>6,1</b>	<b>11,6</b>	<b>17,7</b>	<b>10,1</b>	<b>16,1</b>
Gitobe	8,2	15,0	6,9	11,2	7,9
Kirundo	18,3	7,2	9,0	29,1	14,3
Ntega	13,0	24,4	16,0	5,7	12,8
Vumbi	11,4	9,4	13,3	11,2	7,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Services provinciaux en charge de l' élevage, DPAE Kirundo

On remarquera que la commune Bwambarangwe dispose de 6.1% des effectifs bovins (7<sup>ème</sup> place au niveau provincial), de 11.6 % des effectifs des ovins (4<sup>ème</sup> place), de 17.7 % des caprins (2<sup>ème</sup> place), 10.1 % des porcins (6<sup>ème</sup> place) et enfin 16.1 % des effectifs des volailles (soit 2<sup>ème</sup> place).

En tout la commune se situe à la 2<sup>ème</sup> place avec 15.8 % des effectifs totaux des animaux élevés dans la province.

#### 4.4. Approvisionnement en géniteurs

L'approvisionnement en géniteurs se fait par différents projets et ONGs qui exigent aux bénéficiaires de mettre en place les conditions d'amélioration de l'élevage passant une pratique de la stabulation. Ainsi dans la commune Bwambarangwe, on dénombre actuellement 20 Fermettes comptant 20 bovins et 128 caprins en stabulation permanente.

#### 4.5. Santé animale

##### 4.5.1. Bulletin vétérinaire

Tableau sur le bulletin vétérinaire établi pour toute la province (année 2005)

Maladies	Nbre de cas					
	bovins		caprins		porcs	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005
Conjonctivites	36	45				
Fièvre de 3 jours	98	135				
Peste porcine					903	
Strongylose	2622	2708	236	615		
Distomatose	902	823		37		
Maladies parasitaires confondues			1432			
Gâles	28	106				
Teignes	358	412				
Thélaziose	236	136				

Source : Services provinciaux en charge de l'élevage, DPAA Kirundo

Au regard du nombre de cas recensé chez les bovins, les maladies les plus importantes dans la province sont la strongylose, la distomatose et les maladies parasitaires.

Pour les caprins ce sont principalement les strongyloses et les maladies parasitaires.

Pour les porcs, c'est la peste porcine qui a fait près d'un millier de cas en 2005.

Pour ce qui est des produits vétérinaires, ils sont commercialisés par les privés. Ils se paient au comptant, l'Etat n'accordant plus de subventions. Toutefois, ce dernier intervient quand il y a apparition des épizooties en effectuant des vaccinations massives.

Tous les produits vétérinaires sont importés de l'étranger et commercialisés en gros ou au détail par les pharmacies privées de Bujumbura.

Les produits les plus sollicités sont : les Vermifuges, les Acaricides, les Antibiotiques, les Antithéliériens, les Vitamines, les Antiseptiques et les Sulfamides.

#### 4.5.2. Situation des infrastructures d'élevage

Types d'infrastructures	Nombre	Localité	Etat	Disponibilité des services et produits
Centre de santé vétérinaires	1	Mukenke	Mauvais	Interrompue
Couloirs d'aspersion	1	Mukenke	Mauvais	interrompue
Pharmacies vétérinaires	0	Mukenke	Mauvais	Interrompue
		Budahunga	Mauvais	interrompue

Source : Services provinciaux en charge de l' élevage, DPAE Kirundo

Avant la crise, la commune comptait 1 centre de santé vétérinaire, 2 couloirs d'aspersions et 2 pharmacies vétérinaires.  
Seul le couloir d'aspersion de Mukenke est fonctionnel, l'utilisation des autres infrastructures est soit interrompue soit irrégulière faute de disponibilité des produits.

#### 4.6. Les marchés d'animaux

Parmi les 5 marchés que compte la commune, seul le marché de Mukenke abrite un centre important de vente des animaux. Ainsi en 2005, les statistiques fournies par la comptabilité communale renseignent que 75 bovins, 2600 caprins, 81 ovins et 400 porcs ont été vendus sur ce marché.

Marchés	Jour de marché	Centre d'abattage	Animaux vendus en 2005			
			bovins	caprins	ovins	porcs
Centre Mukenke	Mercredi, dimanche	Mukenke	75	2600	81	400
Buhoro	Mardi, vendredi	Ventes occasionnelles de petits ruminants, porcs et volailles				
Kibazi	Mardi, dimanche					
Kibonobono	Mercredi et dimanche					
Kimeza	Jeudi					

Source : Services provinciaux en charge de l' élevage, DPAE Kirundo

#### **4.7. Contraintes, potentialités et perspectives du secteur**

##### *Les contraintes*

La baisse de la productivité du sous secteur est due d'une part aux contraintes structurelles vieilles de plusieurs décennies et d'autre part aux contraintes conjoncturelles liées à la crise.

##### *Contraintes structurelles*

- La pression démographique qui, liée au régime social de succession, provoque l'atomisation et la surexploitation des propriétés familiales. Ce qui conduit à la baisse de la fertilité des terres et au déclin de l'élevage traditionnel.
- L'engagement des populations à pratiquer l'intensification de l'élevage est contrarié par les difficultés d'accès aux facteurs performants de production (animaux et autres intrants de l'élevage), le pouvoir d'achat des agri-éleveurs, le manque d'organisation des familles rurales et l'étroitesse des marchés d'écoulement des produits d'élevage. Cette situation entraîne la décapitalisation progressive des exploitations agricoles, l'insécurité alimentaire et l'accroissement de la pauvreté et le chômage rural.
- La faible formation des agri-éleveurs, des chercheurs et des agents d'encadrement réduit le niveau du savoir-faire et des innovations technologiques. Ce problème est plus préoccupant pour les femmes qui jouent un grand rôle dans la production agro pastorale.
- Le financement des petits exploitants et des opérateurs privés et potentiels du secteur a été et reste toujours insuffisant au profit des structures publiques lourdes et budgétivores. Le micro-crédit est peu développé et la plupart des institutions bancaires hésitent à investir dans l'élevage.

##### *Contraintes conjoncturelles*

Les contraintes nées de la crise ont aggravé celles décrites ci-dessus et sont essentiellement :

- Les difficultés d'approvisionner les populations rurales en intrants d'élevage manufacturés( produits et matériels vétérinaires, produits et matériels d'insémination artificielle, etc.) et les animaux de races améliorées.
- La perte du cheptel animal fournisseur d'aliments d'origine animale (viande, lait, œuf) et du fumier destiné à l'amélioration du potentielle fertilité des sols ainsi que les dégâts énormes sur les infrastructures et équipements d'élevage.
- La destruction et l'abandon des infrastructures d'élevage jadis réparties dans toutes les zones
- La flambée vertigineuse des prix des intrants et des denrées alimentaires qui entrent dans la composition des aliments composés du bétail. Ce qui rend insuffisant des sources d'approvisionnement en aliments du bétail.



### *Les potentialités*

Les atouts ne manquent pas pour le développement de l'élevage :

- ✓ Chaque burundais est potentiellement éleveur et possède une culture ancienne dans le domaine de l'élevage.
- ✓ Le rôle prépondérant de l'élevage dans la vie sociale et économique des ménages (fertilisation organique)
- ✓ Une demande toujours croissante des produits d'élevage.
- ✓ Avec la restauration de la paix et de la sécurité d'une manière durable, le Gouvernement, les différents bailleurs de fonds (Banque Mondiale, FIDA, Union européenne, BAD, PNUD et la FAO), les ONG et les privés sont disposés à apporter des fonds nécessaires pour le financement du sous-secteur élevage
- ✓ La commune regorge d'un potentiel humain qui, s'il est mobilisé et encadré peut donner un nouvel élan au secteur élevage. Il s'agit essentiellement d'une population rurale jeune et abondante (qu'il faudrait former, sensibiliser et organiser pour améliorer leur condition de vie) et de tout le staff technique d'encadrement qui est sur place au niveau de la province et de la commune.
- ✓ L'existence du patrimoine foncier de l'état, des infrastructures et équipements qui peuvent être réhabilités (anciennes fermes d'élevage abandonnées, station de recherche actuellement sous-utilisée, l'existence des différents mélangeurs d'aliments pour bétail à Mahwa, Ngozi, Muramvya, Gitega, des agro-industries : SOSUMO (mélasse), SRDI (son de riz), Minoterie de Muramvya (son de blé), Brarudi (drêche), COGERCO (tourteau de coton), Huilerie de palme (Tourteau de palmiste) etc... Il faudrait les valoriser en privilégiant l'exploitation par les privés, les organisations des producteurs et les ONGs.

### *Les perspectives*

- ✓ La poursuite de la politique de repeuplement du cheptel et la généralisation de la chaîne de solidarité communautaire dont le succès a été démontré par certains projets tel que le « Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Gestion de l'Environnement de la FAO » en matière d'accélération de l'intensification et de la culture fourragère.

Pour assurer au programme de repeuplement un maximum de succès, des mesures d'accompagnement devront être mises en œuvre. Il s'agit entre autres de :

- La relance du programme d'immunisation contre les maladies disposant des vaccins
- La réhabilitation et l'installation des unités de production d'aliments pour bétail au niveau des provinces;
- La réhabilitation des infrastructures zoosanitaires et la mise à disposition du personnel d'encadrement rapproché
- La multiplication et la diversification des cultures fourragères et leur conservation ;
- La création des fermettes modernes modèles de l'Etat dans les provinces.

## **CHAPITRE V. PECHE ET PISCICULTURE**

### **5.1. PECHE**

Dans la commune Bwambarangwe, la pêche est pratiquée sur le lac Rweru et Kanzigiri où on identifie trois (3) plages de pêche.

Les espèces rencontrées dans ces lacs sont les Tilapia(sp), Clarias et les carpes. La production est estimée à 46 Tonnes de poissons en 2004 et en 2005.

Communes	Lacs exploités	Plages de pêche	Espèces de poissons	Productions annuelles en tonnes	
				2004	2005
Bwambarangwe	Rweru et Kanzigiri	1.Kivyeyi 2.Kabuyenge 3.Buhoro	Tilapia(sp) Clarias Carpes	46	46

Source : Services provinciaux de la pêche, DPAE Kirundo

#### ***Contraintes***

Ce secteur est confronté à d'importantes contraintes liées principalement au manque de moyens financiers sur tous les niveaux pour assurer sa promotion.

L'organisation et l'encadrement sont handicapés par l'absence de moyens logistiques et financiers. La sécheresse et la famine qui sévit dans Kirundo et à Busoni désorientent les projets des pêcheurs quant à l'achat du matériel réglementaire pour la pêche. Cependant les opérateurs de cette filière ne peuvent pas s'adresser aux banques pour demander des crédits faute de garanties.

#### ***Potentialités***

Les conditions naturelles sont favorables pour le développement de la pêche grâce à l'existence d'un vaste réseau lacustre très dense et riche en faune ichtyologique.

D'abord le marché local est assuré : la demande est importante à l'intérieur de la province ; ensuite, à part les provinces de l'ouest et du sud du Burundi qui sont servies par le lac Tanganyika, Kirundo reste l'unique au Nord, à l'Est et au centre du pays pouvant produire du poisson grâce à la pêche lacustre.

#### ***Solutions à envisager***

Il faudra appuyer financièrement le secteur de la pêche sur les lacs du nord pour permettre aux différents intervenants de synchroniser leurs efforts afin de contribuer efficacement à la gestion rationnelle et durable des ressources halieutiques.

## 5.2. PISCICULTURE

### *Généralités*

En commune Bwambarangwe comme pour les autres communes de Kirundo, les activités piscicoles ont débuté autour des années 1990 par des actions conjointes du PNUD et de la FAO et le programme des volontaires du corps de la paix des Etats Unis d'Amérique.

En collaboration avec le département des eaux, pêche et pisciculture et la DPAE Kirundo, les volontaires du corps de la paix à Kirundo assuraient l'encadrement technique des travaux piscicoles dans toute la Province.

Depuis 2003 jusque maintenant l'encadrement technique en pisciculture est assuré par la DPAE Kirundo.

Actuellement, à part quelques étangs piscicoles éparpillés ici et là dans les marais à titre individuel, la plupart des exploitants travaillent en associations.

Les associations piscicoles connues sont au nombre de vingt six dont deux à Busoni

### *Statistiques sur les productions*

Commune	Nbre d'étangs piscicoles		Superficie moyenne des étangs	Espèces élevées	Nombre moyen de récoltes par an	Quantité totale récoltée	
	2004	2005				2004	2005
Bugabira	0	0	0	0	0	0	0
Busoni	6	6	6	Tilapia	2	900	800
Bwambarangwe	23	23	4.7	Tilapia	2	2772	2875
Gitobe	19	18	5.5	Tilapia	2	3737	3717
Kirundo	23	23	5.5	Tilapia	2	3848	4400
Ntega	18	18	5	Tilapia	2	2880	3600
Vumbi	10	9	5	Tilapia	2	1600	1510
<b>Total</b>	<b>99</b>	<b>98</b>	<b>5</b>		<b>2</b>	<b>15 737</b>	<b>16 902</b>

Source : Services provinciaux en charge de la pêche et pisciculture, DPAE Kirundo

### ***Facteurs de production***

Les alevins sont distribués aux pisciculteurs dans les proportions suivantes :

Commune	Nombre d'alevins distribués	
	2004	2005
Bugabira	500	600
Bwambara	130	130
Gitobe	2300	2800
Kirundo	5000	1500
Ntega	6200	7300
<b>Total province</b>	<b>14030</b>	<b>12330</b>

Source : Services provinciaux en charge de la pêche et pisciculture, DPAE Kirundo

Le secteur de la pêche est laissé à lui-même. Les faibles quantités produites, malgré leur importance considérable dans l'amélioration de l'alimentation expliquent le faible intérêt des pouvoirs publics et des partenaires au développement.

### ***Contraintes***

Parmi les contraintes majeures, l'on pourrait citer :

- absence de centres de production d'alevins de bonne qualité ;
- absence des centres de formation en matière de pisciculture pour les encadreurs et autres agents de vulgarisation ;
- vols fréquents des poissons dans les étangs.

### ***Potentialités***

La présence d'agents bien que mal formés et mal équipés.

### ***Solutions envisagées***

Entrevoir la possibilité d'implantation des centres des formations à travers le pays.  
Relancer le financement du secteur

## CHAPITRE VI. FORETS

Toutes les communes de la province de Kirundo connaissent une période de sécheresse dramatique. Cette situation est, selon plusieurs experts, imputable à la dégradation des forêts et au déboisement accéléré auxquels la région a été confrontée pendant plusieurs décennies.

L'Agroforesterie est presque généralisée dans tous les champs et il est beaucoup plus développée que la foresterie.

Des efforts de production des plants sont réels. Plus de 350.000 plants ont été produits et diffusés entre 2004 et 2005.

Plus de 60 % des boisements appartiennent à l'Etat alors qu'il est de notoriété publique que la chose publique est la moins soignée au Burundi. Faudrait-il revoir le statut d'appartenance de ses forêts et boisements artificiels domaniaux pour espérer une gestion plus responsable?

### 6.1. Forêts naturelles

La forêt naturelle de Karambo couvre environ 20 ha. Elle est constituée de *Marina excelsa* et *Erythrina abyssinica*.

### 6.2. Boisements artificiels

Zones	Localisation du boisement	Type d'essence	Superficie en ha	Propriétaire
Kimeza	Mbizi	Callitris	45	Etat
	Mucayaga	Eucalyptus	30	Etat
	Gahengera	Pinus	25	Etat
	Buharamura	Pinus	20	Etat
	Muyange	Eucalyptus	15	Collectivité
	Ruyenzi	Eucalyptus	16 12	Collectivité Individus
	Rohero	Eucalyptus	20	Collectivité
	Murama	Eucalyptus	30	Etat
	Gitwa	Eucalyptus	35	Etat
	Burarangavye	Eucalyptus	15	Etat
	Mugongo	Pinus	8	Collectivité
	Camihigo	Pinus	30	Etat
	Gashikanya	Eucalyptus	25	Etat
	Rubavu	Eucalyptus	20	Collectivité
	Kaduduri	Pinus	15	Etat
	Gataro	Eucalyptus	30	Etat
	Gatwenzi	Callitris Eucalyptus	15 80	Communal Collectivité
Butagena	Eucalyptus	10	Communal	

Source : Responsable provincial en charge des forêts, DPAE Kirundo

Zones	Localisation du boisement	Type d'essence	Superficie en ha	Propriétaire
Mukenke	Nkomo	Eucalyptus	28	Etat
	Nyarurambi	Pinus	15	Etat
	Kiryama	Callitris	17	Etat
	Kinama	Callitris	6	Communal
	Budahunga	Eucalyptus	12	Collectivité
	Mabuyenge	Eucalyptus	16	Collectivité
	Mutarishwa	Eucalyptus	8	Communal
	Budahunga	Eucalyptus	10	Communal
Total			598 dont 360 appartenant à l'Etat, 39 au communes, 199 aux privés (individus et collectivités)	

Source : Responsable provincial en charge des forêts, DPAE Kirundo

Bwambarangwe dispose d'une superficie totale de 598 ha de boisements. Plus de la moitié de ces boisements appartiennent à l'Etat alors que les 50 % restants sont partagés entre les collectivités locales (31%) et la commune (6 %). Les boisements privés ne représentent que 2%.

### **6.3. Production des plants forestiers**

Les efforts de reboisement de plusieurs partenaires ont permis la production des milliers de plants forestiers et agro forestiers comme présenté dans le tableau suivant :

Producteurs	Nombre de plants produits	
	2004	2005
Privés	0	0
Groupements locaux	170 000	193 650
Commune	0	0
Etat	0	0
Autres ( projets , ONGs)	0	0
Total	170 000	193 650

Source : Responsable provincial en charge des forêts, DPAE Kirundo

On remarque le rôle exclusif joué par les groupements locaux dans la production des plants forestiers en 2004 et 2005.

Les plants sont distribués aux populations à base de prix fortement subventionné de 20 à 30 francs Bu le plant.

#### **6.4. Productions forestières**

Les différents usages du bois ainsi que les estimations des productions sont présentés dans le tableau suivant.

Année	Bois de feu		Bois d'oeuvre		Bois de services	
	Charbons (nbre de sacs)	Stères ( m 3)	Planches (nbre)	Madriers (nbre)	Perches (nbre)	Poteaux (nbre)
2004	18700	165405	56800	38300	170500	
2005	22640	181375	92910	52360	187000	

Source : Responsable provincial en charge des forêts, DPAE Kirundo

#### **6.5. Transformation du bois**

On dénombre dans toute la commune les unités de travail de bois suivants :

- Nbre de scieries : 19
- Nbre de menuiseries : 10
- Nbre de fabriques de charbon : 12

#### **6.6. Principales contraintes, potentialités et perspectives**

##### **Contraintes**

Dans la province de Kirundo, le secteur de la forêt souffre des mêmes tares qui affectent la gestion des forêts au niveau national. En effet, le secteur forestier est jeune, mais il nécessite une organisation technique et financière. Les grands défis auxquels le secteur forestier fait face sont les suivants :

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui les incombent ;
- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la faible implication des populations et des administratifs à la base, au niveau de l'élaboration et de la mise en œuvre de la législation forestière, le code forestier, le code foncier, le code de l'environnement.
- l'administration territoriale, partenaire incontournable, dans la gestion des ressources naturelles en générales et des forêts en particulier, confrontée aux problèmes de manque de propriété foncière, aux problèmes de rapatriés et des déplacés intérieurs, distribue des terres boisées aux demandeurs et participent à la dégradation de l'environnement

### **Perspectives d'avenir**

Dans le souci de limiter les pressions anthropiques sur les forêts (boisements et aires protégées), la politique nationale qui est appliquée à Kirundo qui s'emploie à développer l'agroforesterie et autres activités génératrices de revenus autour des écosystèmes forestiers.

L'amélioration des rendements en énergie en utilisant des foyers améliorés pourrait aider à préserver les forêts de la surexploitation.

La mise en place des outils gestion dans un cadre participatif, devrait permettre d'améliorer la situation des forêts dans l'intérêt des générations présentes et futures.

## **CHAPITRE VII. INDUSTRIE ET ARTISANAT**

### **7.1. INDUSTRIE**

En dehors des industries agro-alimentaires axées sur la transformation du caféier, la commune ne dispose pas d'autres types d'industries.

L'usinage du tabac produit est réalisé à Cibitoke.

Les unités artisanales de transformation du bois ne peuvent pas être assimilées à des activités industrielles.

Les unités de transformation du caféier recensé dans la commune Bwambarangwe sont au nombre de 2 usines de dépulpage et de lavage du café. Elles sont situées dans les Zones de Burengo et Kimeza

### **7.2. ARTISANAT**

Il est remarquable que le secteur de l'artisanat dans cette commune comme au Burundi ait connu ces derniers temps beaucoup de contraintes dans le développement ; ceci suite à l'absence d'une politique claire en matière du développement artisanal.

Le secteur artisanal a souvent été délaissé et relégué au dernier rang des autres secteurs socio-économique. Il ne serait pas alors étonnant de remarquer qu'après analyse de l'évolution de ce secteur combinant les aspects de production et de formation, l'essor connu n'est en aucun cas satisfaisant.

Cependant il constitue une alternative sérieuse pouvant désengorger le secteur agricole étouffé par la surpopulation et la pression insoutenable sur le facteurs terre.



Il est malheureux de constater que les artisans font recours à leur unique génie sans appui de l'Etat quand l'une ou l'autre ONG ou projet ne vient secourir quelques associations éphémères.

Le secteur est caractérisé par un vaste éventuel d'activités variées à travers lesquelles on distingue 3 types d'artisanat :

- L'artisanat de production
- L'artisanat de service
- L'artisanat d'art

Chaque type d'artisanat s'articule sur une série de filières

### **7.2.1. Situation du secteur artisanal par type d'artisanat**

#### ***Artisanat de production***

Appelé également « Artisanat Utilitaire », il est le plus pratiqué dans la commune et accapare le plus grand nombre d'artisans et d'unités de production artisanales. Il comprend différents métiers qui, dans l'exécution, possèdent une phase de transformation. Nous citerons entre autres la menuiserie pour la filière « Bois », la tuilerie et la briqueterie pour la filière « Terres-cuites et carrières », la Forge et Constructions Métalliques pour la filière « Métal », la vannerie et la fabrication des brosses et sacs à main pour la filière « Fibres Végétales », la broderie et la couture pour la filière « Textile ».

Cette catégorie d'artisanat est rencontrée presque partout dans la commune avec une qualité de produits variable suivant l'exigence et le pouvoir d'achat de la clientèle ainsi que le niveau technique du savoir-faire de l'artisan.

#### **Situation de l'artisanat de production**

Le nombre d'artisans recensé par filière se présente comme suit :

- Menuiseries : 10
- Briqueteries : 4
- Tuileries : 3
  
- Boulangeries : 15
- Poteries : 0
- Forge : 0
- Savonnerie : 0
- Vannerie et tissage : 0

Les unités artisanales de production sont installées pour satisfaire des besoins locaux mais aussi extérieurs à la province surtout en matière de briqueterie, menuiserie, tuilerie, boulangerie.

### ***Artisanat de service***

Cette catégorie d'artisanat est en grande partie rencontrée dans les centres urbains. Les artisans qui s'adonnent à ce type d'activités rendent des prestations de services qui, en grande partie sont en rapport avec les réparations des équipements ménagers (radio, frigo, cuisinière, montre, télévision) ; les réparations et entretien des moyens de déplacement (véhicule, motos, vélos, etc ....) ; bref, ce domaine est prospère suite aux relations entre clients et artisans. Il est généralement propriété privée des artisans.

Dans la commune Bwambarangwe, on rencontre les types suivants :

Couture : 0

Soudure : 1

Atelier de réparation électro mécanique : 0

Coordonerie: 0

Boucherie: 0

Ces unités sont orientées vers la satisfaction des besoins fonctionnels.

### ***Artisanat d'art***

Au niveau national, les activités de ce type d'artisanat débouchent sur la production d'objets plutôt décoratifs. Il commence à prendre forme parallèlement au développement du tourisme. Se retrouvent dans cette catégorie : la sculpture sur bois, sur métal, en argile ; le travail sur les pierres précieuses ; la peinture sur tissus, sur bois, en feuille de bananier ; la pyrogravure etc.

Il est implanté dans les centres urbains et se développe considérablement. Des kiosques de produits artisanaux se retrouvent sur des axes principaux et sont principalement des articles propres pour l'exportation car, le marché local est restreint pour ce type d'artisanat.

Pour faire connaître ces produits, le Burundi participait auparavant à des foires régionales ou internationales qui ont connu de réels succès.

A Bwambarangwe, il n'est pas signalé ce genre d'artisanat.

### **7.2.2. Principales contraintes, potentialités et perspectives de promotion du secteur artisanal**

#### *Contraintes liées au secteur de l'artisanat*

- L'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- L'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- L'inadéquation production-écoulement des produits artisanaux ;
- L'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public ;
- Les problèmes divers liés à la crise politique et socio-économique du Burundi.

### **7.2.3. Partenaires et bailleurs de fonds : Intervenants dans le secteur**

- L'Etat burundais
- L'assistance étrangère bilatérale ou multilatérale ou ONGs
- Les confessions religieuses ou collectivités locales
- Les associations sans but lucratif
- Les artisans et autres promoteurs privés.

La Coordination provinciale de l'enseignement des métiers est la seule structure officielle provinciale connue pour s'occuper des métiers et artisanat. Ses moyens limités pour ne pas dire inexistantes la rendent quasi inconnue des artisans de la commune.....

### **7.3. GEOLOGIE, MINES ET MINERAIS**

Les indices de minéralisation identifiés dans la province Kirundo sont : Nb-Ta, Sn, W. La géochimie semi-détaillée de la province a confirmé la prédominance des éléments suivants : Nb-Ta, Sn, W.

La prospection géologique et minière effectuées dans la province signale la présence probable du Sn<sub>2</sub> et WO<sub>3</sub> dans la région de Bwambarangwe qui se trouve dans le même feuillet que Busoni.

## **CHAPITRE VIII. ENERGIE**

### **8.1. Energie électrique**

La commune n'est pas alimentée en énergie électrique.

### **8.2. Les énergies alternatives**

A Bwambarangwe, on recense six centrales thermiques et 4 centres alimentés par énergie solaire (centres de santé) ;

### **8.3. Les combustibles ligneux**

Les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La distance occasionnée par les déplacements pour la recherche du bois des lieux de consommation montre l'ampleur du problème de déboisement quand on sait qu'autrefois le ramassage du bois mort se faisait autour des habitations. La rareté du bois a provoqué l'utilisation des tiges mortes de maïs, de sorgho et du manioc comme substitution pour le chauffage.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la province. Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition.

Les prix sont fonction de la qualité de combustible, des lieux de vente et de la période. En effet, sur les marchés ruraux, le bois de chauffe et le charbon de bois coûtent moins cher en saison sèche et en saison des pluies. Par contre ce même combustible peut coûter deux voire trois fois plus cher durant ces mêmes périodes en ville.

La dégradation du couvert végétal de la province est devenue une préoccupation des autorités politiques et administratives. Plusieurs mesures prises ces derniers temps tendent à protéger la province contre le déboisement intensif :

- Pratique de reboisement par la mise en place des comités de reboisement et de surveillance de feu de brousse ;

- Interdiction de couper le bois vert.

La politique de reboisement ne peut se faire que par un important projet de reboisement rural et de diversification des activités économiques (introduction de nouvelles activités génératrices de revenus) en milieu rural dans un programme de développement local et participatif.

## **CHAPITRE IX. COMMERCE, TRANSPORT ET COMMUNICATION**

### **9.1. COMMERCE**

Dans la commune de Bwambarangwe, le commerce intérieur a été sérieusement perturbé pendant la crise. Les circuits de distribution intérieurs, les centres de négoce, les magasins et autres boutiques ont été détruits ou pillés. Les produits importés ont connu des flambées suite à la spéculation et à la contrebande.

Les activités commerciales sont réalisées principalement à travers 2 grands centres (1 centre de négoce et un centre urbain) à savoir le centre urbain de Mukenke et le centre de négoce de Buhoro.

Il est aussi signalé l'existence de 3 centres de ramassage des produits agricoles.

Au total 28 commerçants connus opèrent sur ces centres.

L'inventaire des boutiques, cabarets et restaurants plus de petites échoppes renseigne sur l'existence de près de 450 détaillants opérant dans la commune.

Ces centres de négoce et centres de ramassage procurent à la commune des taxes annuels évalués à près de 17 Millions de Fbu.

Les principaux produits de commerce sont les denrées alimentaires et les articles ménagers.

L'activité est assurée par les nationaux avec une prédominance des hommes.

### **9.1.1. Situation du secteur commercial**

#### Effectifs des opérateurs dans le commerce formel et informel

Nom du marché ou centre de négoce	Taxes perçus en 2005 (exploitation des marchés)	Nombre de commerçants		Nombre de stands, boutiques et cabarets			
		H	F	Boutiques	restaurants	Cabarets	échoppes
Centre de négoce de Mukenke	3.900.000	3	0				
Centre de négoce de Buhoro	3.000.000	4	0				
Centre de ramassage de Kibazi	82.000	6	0				
Centre de ramassage de Bugorora	41.000	7	0				
Centre de ramassage de Kimeza	90.000	8	0				
<b>Total commune</b>	<b>7.113.000</b>	<b>28</b>	<b>0</b>	<b>156</b>	<b>43</b>	<b>278</b>	<b>165</b>

Source : Comptabilité de la commune

A ces taxes sur l'exploitation des marchés s'ajoutent d'autres taxes sur les transactions commerciales qui se déroulent autour des marchés. Ces recettes sur les cabarets, bières locales, restaurants, dépôts de vivres, moulins, décortiqueuses, salon de coiffure , etc ... procurent à la commune des rentrées de l'ordre de 10 259 000 (exercice fiscale 2005).

### **9.1.2. Institutions financières**

Aucune banque commerciale, aucune banque de développement et aucune compagnie d'assurance n'est implantée dans la commune Bwambarangwe.

### **9.1.3. Tourisme et hôtellerie**

#### *Tourisme*

La commune Bwambarangwe dispose d'un seul site touristique qui est le Lac Kanzigiri. Le secteur d'hôtellerie y est de développé par rapport aux autres communes du pays, elle compte deux hôtels :

- Hôtel Kanzigiri : un charmant édifice construit sur un rocher qui surmonte le lac. Capacité de 12 chambres
- Gîte Bwambarangwe construit au chef lieu de la commune avec une capacité de 7 chambres.

### ***Patrimoine culturel***

Le patrimoine culturel constitue l'ensemble des éléments matériels et non matériels qui contribuent à maintenir et à développer l'identité culturelle d'un peuple ou d'une communauté dans le temps et dans l'espace.

Sur le plan culturel, la province Kirundo dont Bwambarangwe fait partie est surtout connu à travers le monde par ses célèbres danseurs Intore et les célèbres clubs traditionnels dont le club « Lacs aux oiseaux » qui exhibent des danses folkloriques très variées et très connu du public burundais.

Une grande richesse est également observée au niveau de la poésie pastorale, des récits épiques, des berceuses, etc.

Le patrimoine culturel de la commune ne renferme ni arts, ni musées, ni sites historiques, ni monuments.

#### **9.1.4. Les principales contraintes, potentialités et perspectives**

Les principales contraintes du commerce à Bwambarangwe sont liées :

- à l'inopérationalité des centres de négoce suite à l'insécurité qui persiste dans certaines parties de la province
- à la désorganisation du circuit de distribution
- au faible niveau de revenus des ménages,
- à l'accès au crédit pour les petits commerçants qui reste difficile par manque de garanties,
- au taux d'intérêt bancaire élevé pour ceux qui sont éligibles
- A la faiblesse de production des cultures vivrières et à la forte part réservée à l'autoconsommation d'une population galopante.

La relance des activités de commerce passera par la résolution de ces contraintes structurelles et conjoncturelles. Les objectifs spécifiques à court et moyen termes sont :

- la reconstruction et la redynamisation des centres de négoce
- la disponibilisation des produits et la stabilisation des prix
- la création d'un fonds d'aide et d'appui aux commerçants, les sinistrés en particulier.

D'une manière générale, la stratégie de développement commercial est basée sur trois actions principales :

- actions de réhabilitation des infrastructures commerciales
- actions visant le développement des activités commerciales
- actions visant l'encadrement administratif.

## **9.2. TRANSPORT**

### **9.2.1. Situation du secteur**

Les déplacements des personnes et le transport des marchandises dans la commune Busoni sont assurés par des moyens empruntant les voies terrestres et lacustres.

Les moyens de transport les plus usuels sont le transport par tête, par vélo, par automobile et par barques sur les lacs Kanzigiri et Rweru.

Les moyens de transport par tête et par vélo sont plus courants dans cette commune.

Le réseau routier qui sillonne la commune de Bwambarangwe est composé de routes communales et pistes rurales.

Le réseau des pistes est de loin le plus important.

Les services du génie rural auprès de la DPAE Kirundo nous renseignent que la commune de Bwambarangwe est désenclavée par 14 routes communales non latéritisées et 27 pistes rurales d'une longueur de 173.5 km. Toutes ces pistes sont en mauvais état.



## Le réseau routier de la commune



### **9.2.2. Principales contraintes, potentialités et perspectives du secteur routier**

L'entretien et la remis en état des routes nationales et routes provinciales sont du ressort des autorités nationales.

Ici l'intérêt porte sur les pistes rurales qui relèvent des autorités communales et provinciales.

#### **Contraintes**

La situation actuelle du réseau des pistes rurales montre qu'il a été fort affecté par la crise déclenchée en 1993. Cette dernière a entraîné :

- un arrêt des projets qui avaient dans leur plan d'action un volet d'aménagement et d'entretien des pistes rurales ;
- des déplacements des populations suite à l'insécurité et par conséquent l'impossibilité de les mobiliser pour des travaux d'entretien des pistes rurales ;
- une baisse des productions des cultures industrielles enregistrées et par conséquent celle des recettes qui n'a plus permis de dégager des ressources nécessaires pour assurer l'entretien des pistes.

A côté des difficultés induites par la crise et qui sont donc conjoncturelles, le secteur des pistes rurales connaît beaucoup de contraintes structurelles. Il s'agit notamment de :

- l'absence de structures communautaires chargées d'entretien et de maintenir en bon état les réseaux communaux des pites rurales ;
- la faiblesse des moyens humains, matériels et financiers alloués au ministère de tutelle des pistes rurales en vue de la mise en œuvre des politiques et des programmes de désenclavement et de réhabilitation des pistes rurales ;
- une faible participation des communautés locales dans l'identification, l'exécution des ouvrages de désenclavement.

#### **Atouts/ Potentialités**

La commune de Bwambarangwe possède un potentiel important pour réhabiliter son réseau de pistes rurales et en aménager d'autres. On pourrait relever notamment :

- une main d'œuvre abondante en milieu rurale pouvant être impliquée dans des travaux en système HIMO ;
- une topographie favorable , la commune a un relief plat

#### **Perspectives**

Les perspectives envisagées visent le désenclavement de la commune afin de faciliter les échanges intercommunaux et l'encadrement de la population pour son auto-développement. Elles sont axées sur :

- la réhabilitation des pistes et ponts ruraux détruits durant la crise ;
- la mise en place dans toutes les communes des structures communautaires chargées de la maintenance et de l'entretien des divers ouvrages (régies communautaires des pistes rurales) ;
- l'aménagement de nouvelles pistes de manière à desservir tous les centres présentant des potentialités de développement ainsi que les centres sociaux et administratifs (communes, zones, écoles centre santé) ;
- l'élaboration d'un Plan Directeur provincial de désenclavement des communes;

### **9.3. COMMUNICATION**

Dans la commune de Bwambarangwe, il n'existe ni bureau postal, ni fax, ni phonie.

## CHAPITRE X. SANTE

### 10.1. Données épidémiologiques :

Maladies	Nombre de cas par an				Nombre de décès enregistrés à l'hôpital				Coût des soins (FBu/ cure)
	Mukenke	Kibazi	Bugorora	Buhoro	Mukenke	Kibazi	Bugorora	Buhoro	
Paludisme	5182	4970	9860	7150	0	1	14	0	350
Maladies diarrhéiques	384	282	306	154	0	0	0	0	
Infections respiratoires	92	586	356	474	0	0	0	0	1600
Dysenterie bacillaire	206	138	42	2001	0	0	2	0	650
Malnutrition	22	10	32	1248	0	0	0	0	

Source : Rapports des chefs des secteurs de santé (2005) , DPS Kirundo

Le tableau ci-dessus nous renseigne que le paludisme est la maladie la plus répandue dans la commune avec des consultations dépassant les 27160 cas par an, soit une moyenne de consultation mensuelle de 2263 personnes pour une seule commune. Heureusement que le coût des soins reste faible (350 Fbu la cure) et que les populations se font soigner dans les structures indiquées.

La dysenterie bacillaire suit avec des effectifs de 2387 personnes affectées chaque année. Les autres maladies importantes à savoir les infections respiratoires aiguës, les maladies diarrhéiques et la malnutrition touche plus de 1000 personnes chaque année.

Les pouvoirs publics sont parvenus à maîtriser les coûts si bien que la cure des maladies diarrhéiques et de la dysenterie bacillaire coûte 50 Fbu si ces médicaments ne sont distribués gratuitement.

## 10.2. Etat des infrastructures

Zone	Type d'Infrastr.	statut	Année de constr.	Matériaux de constr.	Etat actuel	Existence eau	Existence électricité (plaques solaires)	Existence équipement standard	Bâtiments
Buhoro	CNS Buhoro	GA	1993	Durable	Bon	Non	oui	Complet	complets
	CDS Buhoro	GA	1993	Durable	Bon	Non	Oui	Complet	complets
Kimeza	CDS Kibazi	GA	2003	Durable	Bon	Non	Non	incomplet	Incomplet
Mukenke	CNS Mukenke	GA	1991	Durable	Bon	Non	Oui	Complet	complet
	CDS Mukenke	GA	1991	Durable	Bon	Non	Oui	Complet	complet
	Hop de Mukenke Non fonctionnel	GA	1991	Durable	Bon	Non	Non	complet	complet
Bugorora	CDS Bugorora	GA	2000	Durable	Bon	Non	Non	Complet	incomplet
Total									

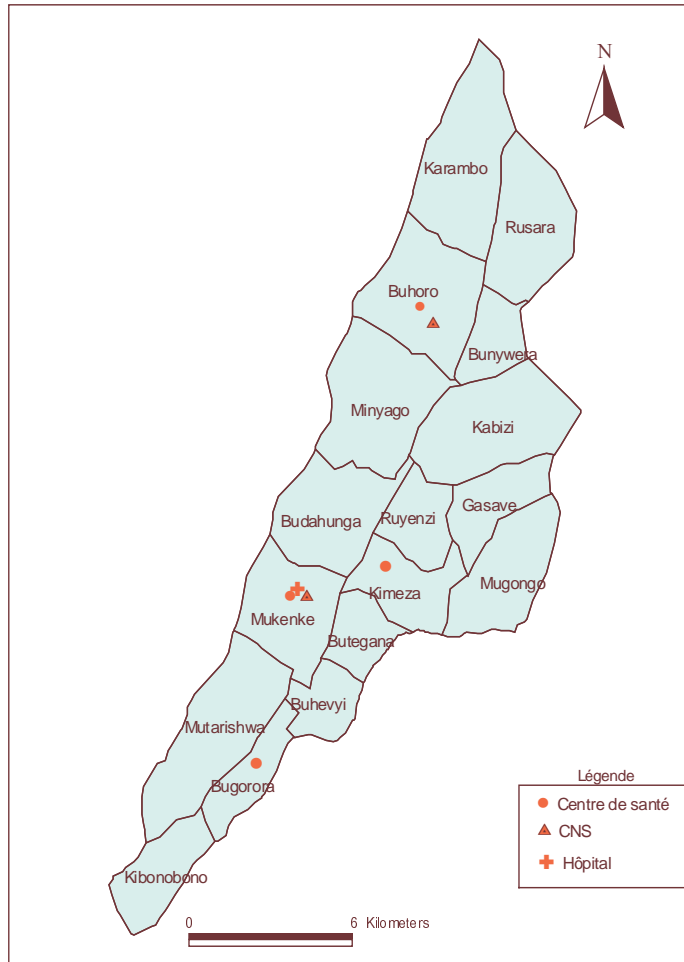
Source : Rapports des chefs des secteurs de santé (2005) , DPS Kirundo

La commune Bwambarangwe compte comme infrastructures sanitaires 4 centres de santé et 2 centres de nutrition supplémentaires répartis dans les 4 zones. La commune est aussi dotée d'un hôpital non fonctionnel faute d'équipements et de médecin.

Tous les centres de santé et Centres de nutrition supplémentaires sont en bon état car construits avec des matériaux durables. Aucun des 4 CDS n' a accès à l'eau potable et 2/4 ont de l'électricité fournie par énergie solaire. 2 CDS sur les 4 sont complets en équipements et en bâtiments.

L'approvisionnement en médicaments est assurée par le ministère de la santé via le Dépôt pharmaceutique de Buterere et la Direction Provinciale de la santé.

Carte d'implantation des structures sanitaires



## **10.2. Médecine préventive : Vaccination**

La réalisation des vaccinations est régulière dans les CDS sauf en cas de période de panne de frigo qui peut durer plusieurs mois.

## **10.3. Fréquentation et capacités d'accueil des structures de santé**

<b>Zone</b>	<b>Type d'Infrastructure</b>	<b>Nombre de collines de recensement desservies</b>	<b>Fréquentation par mois</b>	<b>Nombre d'hospitalisés par mois</b>	<b>Nombre de lits</b>
Buhoro	CNS Buhoro	5	119		
	CDS Buhoro	5	628	10	10
Kimeza	CDS Kibazi	3	230	3	3
Mukenke	CNS Mukenke	5	49		
	CDS Mukenke	5	354	15	12
	Hop de Mukenke Non fonctionnel				
Bugorora	CDS Bugorora	4	776	12	4

Source : Rapports des chefs des secteurs de santé (2005) , DPS Kirundo

Les CDS de la commune totalisent 29 lits d'hospitalisation qui accueillent en moyenne 40 patients par mois.

En conséquence, la conclusion est que ces centres sont débordés par les besoins en hospitalisation étant donné que le nombre de patients par mois est près du double des capacités d'accueil des structures de santé.

La situation s'aggrave lors de certaines périodes de recrudescence de la malaria.

Au regard de ces chiffres, on en déduit qu'il existe 29 lits d'hospitalisation pour 60275 habitants, soit 1 lit pour 2078 habitants.

## **10.4. Equipements en laboratoires**

Le centre de santé de Buhoro est équipé pour les analyses de sang (gouttes épaisses), selles et crachat tandis que 2 centres (Mukenke et Bugorora) ne sont équipés que pour faire uniquement la goutte épaisse et l'examen des selles. Le centre de santé de Kibazi n'a même pas de matériel pour l'examen des selles et la goutte épaisse.

### **10.5. Ressources humaines**

Les 4 CDS utilisent un personnel technique composé de 4A3, 4 A2, 1TPS, 4 Gestionnaires de santé, 19 aides infirmiers formés et 5 aide infirmiers non formés.

Si on considère que la population de Busoni est de 60275 habitants, les ratios suivants se dégagent :

Nombre d'infirmiers par habitant : 1 infirmier (A2 ou A3) pour 7500 habitants

### **10.6. Contraintes**

- Pauvreté excessive des populations qui ne parviennent plus à se faire soigner malgré le coût relativement peu cher dans les structures publiques
- La famine qui complique certaines pathologies
- Insuffisance du personnel soignant
- Manque d'équipements des structures sanitaires;
- Manque des médicaments.

### **10.7. Stratégies / actions à mener**

- Doter la commune d'un personnel de santé qualifié et suffisant
- Formation, sensibilisation et motivation du personnel soignant ;
- Soutien technique et financier par l'Etat ;
- Promotion des soins préventifs.

### **10.8. Partenaires et bailleurs de fonds**

**IMC** : Appui en matière de supplémentation nutritionnelle des personnes en état de malnutrition sévère

**Twitezimbere** : Appui en médicaments et construction des centres de santé

**CTB** : Appui en médicaments et équipements, construction des centres de santé

**GVC** : Appui en médicaments et construction /réhabilitation des CDS



## 10.9. Approvisionnement en eau

### 10.9.1. *Situation actuelle de desserte en eau potable*

La commune Bwambarangwe dispose de 162 Points d'eau comprenant les sources aménagées, les branchements privés, les bornes fontaines et les puits forés.

Alors que les normes pour un approvisionnement en eau optimal est de 1 puit d'eau par 500 m, dans la commune de Bwambarangwe on recense 0.23 points d'eau fonctionnels pour 500 m. Ce qui est plus de 4 fois inférieur aux normes.

Aussi le nombre de ménages par point d'eau de 139 est plus de 4 fois les normes requis de 30 ménages pour 1 point d'eau.

Ce qui est inquiétant, c'est le pourcentage de points d'eau non fonctionnels. Sur les 162 points d'eau, 73 ne sont pas fonctionnels ce qui représente 45 %.

Toutes ces infrastructures s'avèrent largement insuffisantes pour desservir les ménages dont les effectifs sont évalués à 12 444. La question de l'eau dans la commune reste la priorité des priorités.

Le réseau d'adduction d'eau d'une longueur de 111 km (???) compte 48 bornes fontaine dont 40 en panne et 20 réservoirs. Le nombre de collines desservies est de 12 sur 19.

Commune	Sup .	Nb de ménages	Nbre points d'eau														
			SAF	SANF	SNA	BFF	BFNF	BP	PF	PNF	SCEP	Nbre total de points d'eau					
												Fonction nels	Non fonction nels	Total	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels et non	Nb de points d'eau fonctionnels / 500 m
<b>Bwambara</b>	193	12442	60	31	30	<b>8</b>	40	17	4	2	0	89	73	162	139	76	0.46
Total province		139 415										604			230		0.34

Source : Rapport fourni par le responsable provincial des régies communales de l'eau (RCE) en collaboration avec les fontainiers communaux

### **10.9.2. Contraintes**

- Absence de sensibilisation des populations à la prise en charge de l'entretien des infrastructures d'eau de la commune ;
- Absence d'initiative des bénéficiaires pour la réparation des points d'eau défectueux.
- Ignorance de technologie de captage des eaux à partir des cours d'eau existants ;
- Ressources financières de la commune limitées.
- Mauvais fonctionnement des régies communales de l'eau (RCE).

### **10.9.3. Actions à mener**

- Construction de nouveaux points avec souci d'une répartition équitable des points d'eau dans la commune

## **CHAPITRE XI. HABITAT**

Le Burundi a adopté, depuis 1989, une politique visant l'acquisition d'un habitat décent pour toute la population. Cette politique a été appuyée par plusieurs partenaires du Gouvernement. Les interventions ont porté sur l'octroi du crédit en nature ou en espèce en faveur de l'amélioration de l'habitat rural mais également sur des actions de promotion des matériaux de construction produits localement et plus particulièrement les matériaux de couverture.

Avant la crise de 1993, le taux de maison à toiture améliorée était d'environ 45 %. Le taux de croissance annuel dans le secteur de l'habitat était de 3,3 % et il fallait doubler pour atteindre l'objectif d'un habitat décent pour tous à l'horizon 2000 que le gouvernement s'était fixé.

Les effets de la crise sur l'habitat rural furent dramatiques. En effet, plus de 32.000 maisons ont été détruites dans la seule province de Kirundo dont 263 dans la commune de Bwambarangwe.

Les populations ont dû se regrouper dans des camps de déplacés, tandis que d'autres ont fui le pays et vivent dans des camps des réfugiés dans les pays voisins, surtout en Tanzanie.

Actuellement l'habitat dans la commune de Bwambarangwe ne répond pas aux normes requises pour un habitat décent comprenant des maisons construites en matériaux durables, ayant un plan bien aéré et qui répond aux normes techniques prévues, couvertes de tôles ou des tuiles. C'est également un habitat bénéficiant d'un équipement minimal intérieur et environnemental permettant aux occupants et aux voisins de vivre en bonne santé à l'abri des sources de dégradation de la vie, des intempéries, des milieux insalubres, .....

L'habitant de Bwambarangwe, très attaché à sa part du domaine terrien (Itongo) se matérialisant par la mise en place d'une habitation entourée d'exploitations agropastorales.

Tout le territoire de la commune est occupé par des familles sur des terrains de plus en plus morcelés au fur des générations.

Dans la commune de Bwambarangwe, on distingue deux types d'habitat, à savoir : l'habitat rural et l'habitat urbain.

### **11.1. L'habitat rural**

L'habitat rural est généralement dispersé sur les collines.

L'on rencontre aussi un type d'habitat groupé au chef-lieu de la commune et dans une moindre mesure autour des petits centres de négoce.

L'habitat rural dans la commune est en général précaire et rudimentaire compte tenu des matériaux utilisés :

- Les murs sont en briques cuites, briques adobe, ou en pisée avec forte dominance des deux derniers cas (85%);
- Les toits sont en tôles, en tuiles de fabrication artisanale, ou en chaume avec dominance du dernier cas (80%)
- Le pavement est en ciment ou en terre battue avec dominance du dernier cas (95%).

En ce qui concerne l'habitat rural groupé, exception faite du chef lieu de province de Kirundo, des maisons sont essentiellement construites en pisé (52 %), en adobes( 45%) tandis que seulement 2 % sont en briques cuites.

Les proportions changent sensiblement pour l'habitat dispersé. En effet, les chiffres montrent que 27 % des maisons sont en briques adobes, 73 % en pisé et seulement 0,1 % en briques cuites.

Au niveau de la toiture des maisons, l'habitat groupé présente les caractéristiques suivantes :

La couverture avec les tuiles est de 6 % suivi par les maisons couvertes par des chaumes (43 %). La part des maisons couvertures par des tôles est 51 %.

L'habitat dispersé présente des proportions différentes : 4 % des maisons sont couvertes de tuiles, 60 % de chaumes et 35 % de tôles.

Le niveau d'approvisionnement en eau potable reste faible et limité dans les communes de Bwambarangwe, Kirundo et Ntega. Il en est de même pour l'électrification sauf la commune Ntega. Concernant des toilettes : pour les maisons groupées 22 % possèdent

des toilettes extérieures tandis que ce chiffre augmente jusqu'à 51 % pour des maisons dispersées.

### **11.2. L'habitat urbain**

L'habitat semi-urbain se limite au seul centre de Bwambarangwe. Les autres petits centres sont de dimension insignifiante.

Dans ces centres, la disparition des toitures en chaume en faveur de la tôle importée et de la tuile fabriquée localement est remarquable.

De même les murs en pisé qui représentent plus de 30 % en milieu rural sont rares en ville. Le pavement en ciment est plus prépondérant que le pavement en terre battue.

### **11.3. Disponibilité des matériaux locaux de construction**

Matériaux locaux de construction	Nombre d'opérateurs	Nbre de sites d'exploitation	Exploitant	Types de convention
<b>Argile</b>				
tuiles	1	1	Privé	Paie ment forfait de 1.000 Fbu / porte du four
briques	1	1	Privé	Paie ment forfait de 10.000 Fbu / an
<b>Moellons</b>	2	2		Paie ment de 1500 Fbu par camionnette et par tour et 2000 à 3000 Fbu par camion
Sable	-	-	-	-
Gravier	-	-	-	-

Source : Administration locale

### **11.4. Contraintes liées à la réhabilitation et à l'amélioration de l'habitat rural**

#### **Contraintes**

Les contraintes sont nombreuses et sont notamment liées au :

- Pauvreté des ménages alliée au manque de moyens suffisants pour faire face aux urgences de reconstruction de l'habitat détruit
- absence d'un programme concret de production, afin de rendre disponible et au coût accessible les matériaux de construction ;

- faible niveau d'implication des opérateurs privés dans la production des matériaux locaux de construction. Seul l'Etat avec l'appui de certains bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux locaux de construction ;
- Absence de coordination des actions initiées par les différents partenaires.

### **Potentialités**

Les potentialités pour faire face aux besoins de la reconstruction et de l'amélioration de l'habitat rural sont nombreuses. Il s'agit notamment :

- de l'existence partout dans le pays de la matière première de base pour la production de matériaux de couverture (tuiles) ;
- de l'existence d'artisans pour la production et la mise en œuvre des matériaux locaux de construction formés dans le cadre des divers projets d'appui dont le Burundi a bénéficié ;
- de la volonté de la population à contribuer à la reconstruction de l'habitat détruit et à améliorer celui existant ;
- de la sensibilité des partenaires du gouvernement à cette situation d'urgence engendrée par la crise.

### **Perspectives**

Elles sont axées notamment sur :

- la sensibilisation de la population, à l'aide de moyen et outils appropriés, pour qu'elle participe activement à la reconstruction et au programme d'amélioration de l'habitat ;
- la promotion des associations et des groupements de la « filière habitat » et le renforcement de leurs capacités de gestion ;
- l'encouragement de la population à se regrouper en villages et la recherche d'une assistance technique aux auto-constructeurs en général et aux sinistrés en particulier ;
- la sensibilisation et l'appui à l'action de reconstruction de l'habitat rural détruit en rendant disponibles les matériaux locaux de construction autant que cela est possible, tous en respectant les mesures de sauvegarde de l'environnement ;
- l'augmentation qualitative et quantitative de la production des matériaux locaux de construction via la promotion de l'artisanat de la « filière habitat rural ».

## CHAPITRE XII. EDUCATION

Le système d'éducation et de formation dans la commune est organisé par le Ministère de l'Education Nationale et de la Culture.

L'accès à l'Education au Burundi reste limité du fait de plusieurs facteurs notamment la pauvreté des ménages, le faible niveau d'instruction des parents ainsi que le peu d'infrastructures éducatives implantées dans la commune.

Pour pallier à cette lacune, l'on fait recours à l'éducation non formelle qui s'adresse aux jeunes non scolarisés et aux adultes afin de leur donner une éducation de base à travers un programme d'alphabétisation qui se réalise dans les communautés catholiques.

Le retour progressif de la sécurité a permis une remontée des indicateurs de fréquentation scolaire. Les indicateurs en matière de l'éducation sont détaillés dans les tableaux suivants.

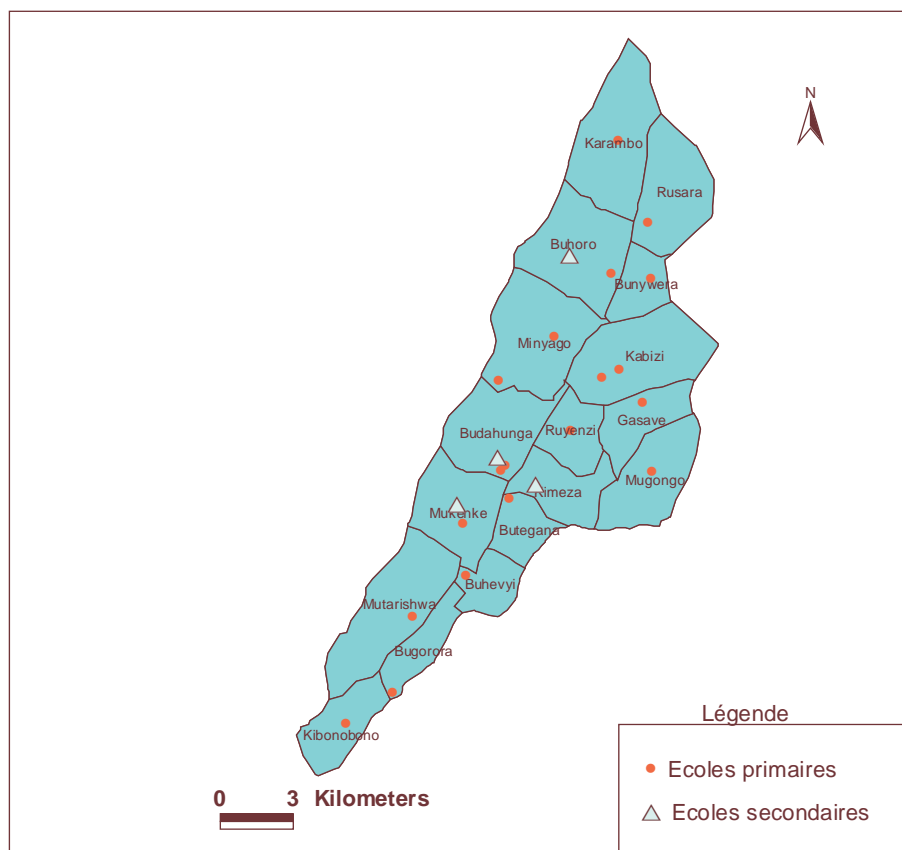
### 12.1. Etat des infrastructures et commodités à tous les niveaux d'enseignement

Infrastructure	Nombre	Nature matériaux de construction			Etat des locaux		Eau		Electricité		Latrines		
		Durable	Semi durable	Non durable	B	M	Oui	Non	Oui	Non	Oui		Non
											BE	ME	
Yaga	13	7	2	5	8	6	1	12	0	12	5	7	1
CFM	2	2	0	0	2	0	1	1	0	2	0	0	2
Centre d'Alphab.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Préscolaire	14	14	0	0	14	0	0	14	0	14	14	0	0
Ecole Primaire	19	17	0	2	11	8	2	17	0	19	5	10	4
Ecole Secondaire	4	4	0	0	3	1	1	3	1	3	3	1	0
Ecole Technique et Professionnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : Rapport annuel 2005-2006, DPE Kirundo

On remarque que la plupart des infrastructures scolaires sont en bon état et construites avec des matériaux durables. Par contre plus de 90 % n'ont ni eau ni électricité. Quatre écoles primaires n'ont pas de latrines tandis que 10/19 n'entretiennent pas leurs latrines.

## Carte des infrastructures scolaires 2005-2006 dans la Commune



## **12.2. Enseignement préscolaire**

Depuis l'indépendance jusqu'au début des années 1980, l'enseignement préscolaire n'était organisé qu'à Bujumbura. Aujourd'hui, 3 structures organisent l'encadrement de la petite enfance. Il s'agit :

- des écoles maternelles généralement attachées aux écoles primaires ;
- des garderies communautaires encadrées par l'association des scouts du Burundi avec l'appui de l'UNICEF ;
- des cercles communautaires encadrés par TWITEZIMBERE et les associations des parents.

Généralement ses structures accueillent des enfants de 3 à 6 ans.

Effectifs des enfants inscrits en 2005-2006 dans l'enseignement préscolaire

Zones	Nombre de préscolaires	Effectifs des enfants	Effectifs des enseignants	Nombre de salles de cours
Kimeza	3	342	6	6
Buhoro	4	557	10	8
Mukenke	4	258	6	8
Bugorora	3	182	6	6
Total commune	14	1339	28	28

Source : Rapport annuel 2005-2006, DPE/ Kirundo

## **12.3. Enseignement primaire**

Dix neuf écoles primaires dont 13 à cycle complet sont fonctionnelles dans la commune. Elles totalisent 11 675 écoliers.

Les ratios élèves par salle montrent des disparités au niveau de la commune. Ainsi la zone de Bugorora semble privilégiée avec 67 élèves par classe alors que la zone Buhoro affiche un ration de 153 élèves par salle.

Les ratios élèves par enseignant sont aussi déséquilibrés entre les zones avec des ratios variant entre 44 pour la zone Mukenke et 107 pour la zone Buhoro.

Notons que ces taux restent très élevés par rapport aux normes de l'UNESCO qui préconise 30 élèves par enseignant comme par classe.



## Capacité d'accueil des écoles primaires

Etablissements  Zones	Primaire									
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens		Ratios	
	Total	CC		F	G	<i>T</i>	F	G	Elèves/ Salle	Elèves/ Ens
Buhoro	5	4	24	1580	1837	3417	12	26	143	90
Kimeza	5	4	27	1466	1696	3162	13	29	117	76
Bugorora	4	3	23	1621	1890	3511	17	16	153	107
Mukenke	5	2	24	759	826	1585	24	15	67	41
Total commune	19	13	98	5426	6249	11675	64	86	120	78

Source : Rapport annuel 2005-2006, DPE/ Kirundo

CC : Cycle Complet

Taux de scolarisation au primaire : **31.1 %**.

### **12.4. Enseignement secondaire**

Quatre écoles secondaires dont 2 à cycle complet sont fonctionnelles dans la commune. Elles totalisent 1750 élèves.

Les ratios élèves par salle sont uniformes pour toutes les zones de la commune. Ils sont de l'ordre de 60 élèves par salle.

Par contre les ratios élève par enseignant varient beaucoup entre les zones passant de 77 élèves par enseignant dans la zone Buhoro à 115 élèves par enseignant dans la zone Kimeza.

Notons que ces taux restent très élevés par rapport aux normes de l'UNESCO qui préconise 30 élèves par enseignant comme par classe.

## Capacité d'accueil des écoles secondaires

Etablissements Zones	Secondaire									
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens		Ratios	
	Total	CC		F	G	T	F	G	Elèves/ Salle	Elèves/ Ens
Kimeza	1	0	4	55	174	229	0	2	58	115
Buhoro	1	0	4	55	174	229	1	2	58	77
Mukenke	2	2	22	442	850	1292	1	14	59	87
Total commune	4	2	30	552	1198	1750	2	18	59	88

Source : Rapport annuel 2005 DPE/Kirundo  
 CC : Cycle complet    Ens : Enseignant

### 12.5. Ecoles techniques professionnelles

Il n'y a pas d'écoles techniques professionnelles dans la commune

### 12.6. Situation du personnel enseignement dans la province par sexe

zones	Ecoles du primaire			Ecoles secondaires		
	H	F	Total	H	F	Tot
Total commune	86	64	150	18	2	20

Source : Rapport annuel 2005 DPE/Kirundo

### 12.7. Enseignement informel

L'éducation non formelle englobe les formations dispensées en dehors du système d'enseignement formel classique. Elle couvre les centres d'instruction et d'alphabétisation encadrée par les églises, le secteur de l'Artisanat et de l'Enseignement des Métiers ainsi que le secteur de l'alphabétisation des adultes encadré par le Centre National d'Alphabétisation.

#### *Les écoles Yagamukama*

Ce sont des écoles d'enseignement catholique. Le Bureau National pour l'Enseignement Catholique (BNEC) renseigne que les écoles Yagamukama du Burundi comptent actuellement plus de 300.000 élèves. En ce qui concerne l'âge d'admission des élèves, il

ne semble pas y avoir d'uniformité dans la limitation de l'âge, chaque diocèse restant autonome dans l'organisation de ses écoles.

Traditionnellement, la formation dispensée dans ces institutions avait un but à prédominance spirituelle si bien que même l'enseignement de la lecture n'avait d'autre objectif que de permettre au candidat chrétien de lire la Bible et le Catéchisme. Dans le contexte actuel, la formation dispensée dans les écoles Yagamukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

Nombre et capacités d'accueil des écoles Yaga Mukama (A/S 2005-2006)

Etablissements Zones	Yaga Mukama								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/ Salle	Elèves/ Ens
Bwambarangwe	13	10	25	177	148	325	20	13	17
Total commune	72	63	144	3663	5503	9166	144	9.1	9.1

Source : Rapport annuel 2005-2006, DPE Kirundo

### ***Les centres d'alphabétisation***

Les thèmes traités dans les séances d'alphabétisation sont relatifs à la vie quotidienne et en rapport avec l'agriculture et l'élevage modernes, la nutrition, l'habitat décent, la santé, l'hygiène, le planning familial, les métiers, l'épargne.

Les caractéristiques de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes sont :

- la pénurie d'animateurs alphabétiseurs ;
- l'absentéisme des auditeurs le manque de suivi.

L'animation des centres d'alphabétisation est assurée par des volontaires dont les prestations sont bénévoles.

*Nombre et capacités d'accueil des Centres d'Alphabétisation :*

Nombre d'apprenants :

- Filles : 1262
- Garçons : 1096

Nombre de salles de cours : 0

Nombre d'abandons :

- filles : 223
- garçons : 147

Nombre de certifiés :

- filles : 256

- garçons : 124

### ***Enseignement des métiers***

Les écoles de métiers sont des écoles d'enseignement professionnel. Les métiers enseignés sont entre autres la maçonnerie, la menuiserie et la couture.

Il existe dans la commune deux écoles techniques des métiers non fonctionnelles à Mukene et Buhoro. Il y a quatre enseignants en stand bye un à Buhoro et trois à Mukenke.

## **12.8. Principales contraintes, potentialités et perspectives**

### ***Contraintes***

Dans la commune Bwambarangwe, le problème de l'Enseignement mérite une attention particulière.

Plusieurs facteurs compliquent la situation ; il s'agit de l'éloignement et l'insuffisance des infrastructures scolaires, l'insuffisance du personnel enseignant, l'insuffisance et/ou le manque du matériel pédagogique.

La qualité de l'enseignement est fortement liée à la disponibilité d'équipements et matériels didactiques. Le manque d'enseignants et la faible qualification de certains d'entre eux, la dévalorisation de la carrière enseignante et l'insuffisance de l'encadrement sont surtout des facteurs qui conduisent à de faibles réussites lors des évaluations externes.

En effet, les ratios élève par classe comme élèves par enseignants sont deux, trois parfois quatre fois supérieurs aux normes.

Les inégalités de scolarisation entre garçons et filles sont de moins en moins frappantes (au primaire les filles représentent 43 % des effectifs alors qu'au secondaire, il est de 31 %).

La famine force bon nombre d'élèves à abandonner précocement l'école.

### ***Perspectives***

L'amélioration du système scolaire en province Kirundo comme dans la commune de Bwambarangwe, passera par la création de nouvelles écoles dans les communes défavorisées, la réhabilitation des établissements en mauvais état, la mobilisation des financements pour doubler les infrastructures, les équipements et les matériels didactiques mais également par la création des écoles techniques parce que ce sous-secteur de l'enseignement reste le parent pauvre dans la province.

Au primaire, une école doit être implantée au niveau de chaque colline de recensement. Ceci réduira la longue distance qui est souvent à l'origine de beaucoup d'abandons ou tut

simplement de refus d'aller à l'école. Les écoles détruites ou vieilles doivent être réhabilitées. Un programme de construction des écoles professionnelles est à l'initier pour réduire l'effectif des jeunes déscolarisés. Le gouvernement devrait aider également à résoudre le problème épineux d'enseignements au primaire et au secondaire en constituant par exemple des homes autour des écoles.

Il faut également développer les écoles d'enseignement des métiers pour donner plus de chances aux jeunes déscolarisés.

### **Chapitre XIII. JEUNESSE ET SPORTS**

L'avenir d'un pays tout comme celui d'une province se fonde sur une jeunesse bien encadrée. Elle doit dès lors être épanouie grâce à une éducation tant morale, physique, qu'intellectuelle.

Tout cela demande des moyens matériels et humains qui ne sont pas à la portée de nos populations qui viennent de passer plusieurs années sous le joug d'une crise et une paupérisation sans précédent. C'est ainsi que pas mal de droits dévolus à la jeunesse sont bafoués notamment le droit à l'éducation, à l'alimentation entraînant ainsi comme corollaire des pertes en vies humaines en cascade.

En vue d'assurer cet encadrement, on a besoin d'infrastructures et des équipements. Or, dans la province de Kirundo et dans la commune de Bwambarangwe, ils sont inexistants.

Dans la commune, l'encadrement de la jeunesse fait référence en premier lieu au sport et au football. Le sport se pratique tant bien que mal, faute de moyens matériels surtout. C'est une conséquence des insuffisances en infrastructures et en équipements tout comme en structure et en organisation.

Le sport est un facteur d'éducation et de cohésion sociale dont la contribution au retour à la paix et à la réconciliation nationale est remarquable et considérable.

En général, le football occupe la première place en matière d'activités sportives tandis que les autres sports collectifs sont pratiqués par quelques amateurs. C'est notamment le Basket et le volley ball.

Pour ce qui concerne la culture, la jeunesse s'organise tant bien que mal en groupes d'animation ou groupes folkloriques chez les non scolarisés et les déscolarisés.

Signalons que les danseurs Intore ont un cachet spécial dans la province de Kirundo surtout dans les communes de Kirundo, de Busoni et de Bwambarangwe.

Le tambour est à un niveau bas à telle enseigne qu'on ne peut pas le présenter lors des manifestations culturelles avec assurance et fierté. Des formateurs en ce domaine se sont passés les témoins en vue de rehausser son niveau mais aucun effort n'a été couronné de succès.

Pour clore ce chapitre, il est à noter que des associations de confessions religieuses, fonctionnent bien. C'est notamment les Scouts, Chiros, Xaveri, ... Il en est de même des associations de lutte contre le SIDA tout comme d'autres appuyées par des ONGs sur place comme PRASAB ou Agro Action Allemande.

### **13.1. Encadrement des jeunes**

Au niveau de la province, on n'a pas à proprement parler d'encadrement substantiel de la jeunesse. Néanmoins, au niveau des écoles secondaires surtout, on rencontre une organisation permettant un encadrement approprié des jeunes.

Ailleurs dans les campagnes, les associations avec leurs leaders se débrouillent mais difficilement faute de moyens y afférents.

Quelque fois, l'administration à la base leur fait un coup de main sans pour autant arriver à assouvir leur soif puisque les moyens sont limités. Bref, les associations de jeunes sont fragiles et ne permettent pas l'acquisition des dividendes pour que l'entreprise en charge soit effective.

La province de Kirundo comprend 3 types de structure d'encadrement à servir :

L'encadrement sportif, culturel et l'encadrement des clubs et associations de lutte contre le VIH/SIDA.

Il n'existe qu'une seule structure d'encadrement sportif en province de Kirundo, celle dénommée Kiyonza F.C. basée dans la commune Bugabira précisément en zone Kiyonza. Pour l'encadrement culturel, on dénombre au total 4 organisations d'encadrement dans la province mais dans la commune Bwambarangwe, aucune organisation d'encadrement culturel n'y est implantée.

Dans le domaine de lutte contre le VIH/SIDA, les jeunes organisés sont encadrés par la principale organisation provinciale qui est le CPLS –Kirundo. Cette structure est décentralisée jusqu'au niveau des communes. Cette organisation encadre les centres jeunes qui se trouvent implantés dans toutes les 7 communes.

### 13.2. Infrastructures sportives

Communes	Infrastructure	Nombre	Equipé		Etat	
			Oui	Non	Bon	Mauvais
Bugabira	Stade	1	0	1	1	0
	Terrain de basket ball	1	1	0	1	0
	Terrain de football	2	1	1	1	1
Busoni	Terrain de football	9	0	9	0	9
Bwambarangwe	Stade	1	0	1	0	1
	Terrain basket ball (BB)	2	2	0	2	0
	Terrain de Volley ball (VB)	2	0	2	2	0
Gitobe	Terrain de Volley ball (VB)	1	0	1	0	1
	Terrain de football	2	0	2	1	1
Kirundo	Stade	1	1	0	1	0
	Terrain de football	1	0	1	0	1
Ntega	Stade	1	0	1	1	0
Vumbi	Terrain basket ball (BB)	1	1	0	1	0
	Terrain de football	1	0	1	0	1
<b>Total province</b>		<b>38</b>	<b>10</b>	<b>28</b>	<b>22</b>	<b>16</b>

Source : Conseiller socio-culturel de la province

Sur le total de 38 terrains de football que compte la province, la commune Bwambarangwe n' a que 2 terrains de foot et 2 de volley ball et 1 grand stade.

### 13.3. Infrastructures culturelles

La commune de Bwambarangwe ne compte aucune infrastructure culturelle.

### 13.4. Principales contraintes liées à la jeunesse, potentialités et perspectives

#### *Contraintes*

Avec la longue période d'insécurité, les autorités politico-administratives avaient leur préoccupation tournée ailleurs que vers le sport. Or, on ne le dira assez, le sport contribue à suffisance au retour à la paix.

D'où une place de choix devrait être réservée à ce domaine surtout en ces moments où l'on sort peu à peu de la crise.

Les contraintes majeures sont de divers ordres ;

- manque de structures d'encadrement bien tracé
- insuffisance d'infrastructures et de capacités ou compétences organisationnelles
- Moyens limités pour acquisition des équipements
- manque de statuts pour les clubs existants
- la non-affiliation aux fédérations nationales pour les clubs ou associations

### ***Actions à mener***

- Promouvoir la décentralisation dans l'organisation et la gestion des activités sportives des provinces et des communes
- Exécuter diligemment la mise sur pied de nouvelles infrastructures sportives
- Redynamiser le sport et l'athlétisme scolaires
- Organiser des sessions de formation ou de perfectionnement en administration du sport et en gestion et entretien d'infrastructures
- Encourager et développer le sport féminin, le sport de masse et le sport traditionnel en favorisant la création des clubs.

Signalons ici que le sport féminin commence à prendre forme surtout en communes de Kirundo, Vumbi et Bwambarangwe.

## **CHAPITRE XIV. JUSTICE**

Les services judiciaires de la commune compte un tribunal de résidence ayant son siège au chef lieu de la Commune.

### **14.1. Infrastructures**

Au niveau des infrastructures, signalons que les locaux de travail sont en mauvais état et de dimensions insuffisantes.

Les locaux sont constitués par une salle d'audience.

Il y a manque d'eau et d'électricité. Même les latrines ne sont pas installées.

### **14.2. Equipements**

Le tribunal de résidence de Bwambarangwe manque cruellement d'équipements qui se limitent à l'existence d'une vieille machine à écrire. Il n'y a ni photocopieuse ni ordinateur.

Concernant le matériel technique, il n'y en a pratiquement pas. Le mobilier est également en en quantité insuffisante.

Comme moyen de déplacement le tribunal de résidence ne dispose que de 1 vélo.



### **14.3. Performances du secteur**

L'appréciation des performances de ce service peut se lire à travers le tableau suivant :

Type de litige	Dossiers restant au début de l'année de référence	Nombre de dossiers enregistrés	Nombre de dossiers jugés et clôturés	Nombre de dossiers jugés avant faire droit	Nombre de dossiers en cours	Nombre de dossiers transmis	Nombre de dossiers fixes	nombre de dossiers exécutés	Nombre de dossiers non encore exécutés
Litiges civils	23	85	78	0	30	0	0	0	0
Litiges pénaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	23	85	78	0	30	0	0	0	0

Source : Président du tribunal de grande instance à Kirundo, Rapport 2005

Les performances au niveau du rapport entre le nombre de dossiers enregistrés et le nombre de dossiers jugés et clôturés sont excellentes. En effet, presque tous les dossiers reçus ont été jugés et clôturés (78/85) .

Contrairement aux autres communes , on constate heureusement que tous les dossiers jugés et clôturés ont été exécutés.

### **14.4. Personnel**

Le personnel de ce tribunal de résidence est composé d'1 Juge président, de 4 juges, de 5 greffiers et de 1 assesseur.

### **14.5. Justice gracieuse**

La justice gracieuse est l'une des institutions auxiliaires de la justice. Elle est rendue par le Conseil des Notables de la colline ainsi que les conseillers collinaires nouvellement élus par la population. Ces conseillers sont institués sur toute l'étendue de la Province.

La composition du Conseil des Notables est fixée par les usages locaux tandis que celle des conseils de colline est fixée par la loi N° 1/016 du 20/04/2005 portant organisation de l'administration communale.

La procédure suivie devant ces conseils est fixée par les usages locaux sous réserve du respect des règles relatives à la récusation, au respect du secret professionnel et l'ordre public. Le travail des membres est fait à titre bénévole.

La justice gracieuse est rendue régulièrement par 170 notables dont 50 dans la zone Buhoro, 50 dans la zone Kimeza , 40 dans la zone Mukenke et 30 dans la zone Bugorora.

#### **14.6. Contraintes**

Au niveau du Tribunal de Résidence de Bwambarangwe, on note :

- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- personnel non qualifié;
- insuffisance du mobilier et matériel de bureau, etc.

#### **14.7. Potentialités**

Plusieurs formations ont été dispensées, grâce à certaines ONGs internationales, pour rehausser les connaissances des magistrats des Tribunaux de Résidence et des Tribunaux de Grande Instance.

Tous les magistrats du Ministère Public sont qualifiés.

Réformes dans tous les domaines de la vie nationale entamées (un Plan de Développement de la justice burundaise).

La Mise en place d'un centre de formation professionnelle de la justice et du centre d'études et documentation juridique.

#### **14.8. Perspectives**

- Réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires ;
- Réformer le cadre légal et clarifier les procédures pour pallier aux lenteurs judiciaires et dans l'exécution des décisions rendues ;
- Accorder un salaire encourageant pour freiner les défections des cadres compétents ;
- Traduire les textes de loi en Kirundi et veiller à leur diffusion ;
- Désengorger certains secteurs judiciaires par la création d'autres dans le but d'alléger le volume de dossiers qu'enregistrent certains tribunaux et accélérer aussi la procédure pour le compte des justiciables

## **CHAPITRE XV. COOPERATIVES ET ASSOCIATIONS D'AUTO-DEVELOPPEMENT**

### **15.1. Coopératives**

Dans la commune de Bwambarangwe, on retrouve la seule coopérative de Mukenke qui n'est plus fonctionnelle.

### **15.2. Associations**

Les associations d'auto développement sont au nombre de 72 dans les domaines suivants :

- Agriculture : 6
- Elevage :1
- Pêche : 6
- Artisanat : 4
- Agri-élevage : 39
- Services :16

Quelques ONG se sont implantées mais leurs actions ne touchent pas beaucoup de populations alors que la majorité des associations sont créées pour attendre leurs interventions.

Ainsi le PRASAB a reçu une demande de financement de 22 associations et a déjà accepté 15 d'entre eux dont 4 projets appartenant à deux associations ont déjà été financés.

Ces projets présentés sont essentiellement à caractère agricole et élevage mais aussi axés sur la restauration de l'environnement.

Les autres ONGs intervenant dans la province à savoir , CRS, ADG ( Aide au Développement Gembloux ) , Tear Found n'ont pas d'activités dans la commune Bwambaragwe.

### **15.3. Les principales contraintes, potentialités et perspectives**

#### ***Les principales contraintes***

Dans le domaine du mouvement coopératif et associatif, les contraintes majeures sont :

- le manque de personnel suffisant pour l'encadrement des associations naissantes
- le faible niveau d'instruction des membres des associations ;
- l'analphabétisme des membres des associations ;
- le détournement des fonds par les responsables (conseil de gestion des associations) ;

- la pauvreté qui fait que les membres des associations n'accèdent pas aux intrants et matériels agricoles ;
- la non implication des adhérents dans la gestion de leurs coopératives et associations.

### *Les potentialités*

Malgré la multiplicité des contraintes dans le mouvement coopératif et associatif, ce dernier garde son potentiel clé du développement :

- il y a aussi la survivance de l'esprit coopératif et associatif et la croyance dans les associations comme voie de l'auto-promotion ;
- une population active et la terre qui est fertile qui offrent des opportunités dans la diversification des activités des associations : la transformation de la récolte, industrie de l'habitat ...
- la multiplicité des institutions de micro-finance ;

### *Actions à mener*

Elles devront s'articuler autour d'un programme national centré sur :

- exonérer les taxes et les impôts sur les associations ;
- élaborer et adopter une nouvelle politique et les textes réglementaires des coopératives et associations ;
- former les ressources humaines chargées de l'impulsion de la nouvelle politique ;
- doter en moyens humains et techniques la structure d'encadrement dans la province ;
- constituer une banque de données sur les coopératives et associations de la province par commune ;
- former les associations sur la technique de gestion et d'organisation des coopératives et associations ;
- éclairer le cadre juridique des COOPECS ;
- appuyer les associations dans l'octroi des crédits à des conditions promotionnelles ;
- assurer une large sensibilisation à l'épargne et crédit ;
- encourager les associations artisanales pour la création d'emploi (peu d'intérêt) ;
- doter des moyens de déplacement à la structure d'encadrement des coopératives et associations ;
- mettre en place un point focal pour tous les intervenants dans les associations.

## **CHAPITRE XVI. ACTION SOCIALE**

Dans notre pays en général et en particulier dans la commune de Bwambarangwe, beaucoup de familles rencontrent des difficultés de subsistance. Cela se remarque surtout quand on compte le nombre de différents groupes de gens malheureux à savoir : les enfants orphelins du Sida, les enfants vulnérables et légitimes, les sinistrés de la guerre, les veuves et les personnes âgées, ... Donc, il est d'importance capitale que des actions spécifiques à ces groupes soient menées afin qu'il y ait un développement durable et harmonieux de la société

Ces groupes de gens vulnérables connaissent de très graves difficultés à savoir :

- la scolarisation,
- le manque de nourritures,
- le manque de logement,
- le manque des soins de santé,
- le manque des habits,
- le manque du soutien moral, ...

Le pays, à travers des politiques décentralisées au niveau des communes, doit donc étudier sérieusement cette question.

Au niveau de la commune Bwambarangwe voici les statistiques des différents groupes :

### **16.1. Statistiques sur les enfants vulnérables et les handicapés dans la commune (2005)**

Communes	Enfants chefs de ménage	Enfants soldats	Nombre total d'orphelins	Nombre d'orphelins appuyés	Nombre d'handicapés				
					Guerre	Naissance	Accident	Autres	Total
Bwambarangwe	7	15	342	Pas de données					
Total province									

Source : Ligue ITEKA + AFJ , Centre des handicapés de Kanyinya

## 16.2. Statistiques sur les violences sexuelles et les veufs dans la commune (2005)

Communes	Nombre de viols recensés					Nombre de veufs			Nombre de veufs à appuyer			Nombre de mères
	Femmes	Filles	Fillettes	Garçons	Hommes	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Bwambarangwe	0	5	1	0	0							
Total province	9	21	34	2	0	41	126	157	8	142	150	142

Source : Ligue ITEKA + AFJ , Centre des handicapés de Kanyinya

## 16.4. Réintégration

### 16.4.1. Situation

La commune abrite un nombre important de personnes sinistrées de la guerre qu'a connu le Burundi. Ces personnes (à savoir toutes les personnes déplacées, regroupées sur sites, dispersées et rapatriées) constituent une autre catégorie de cas sociaux dépassant les capacités d'action de coordination du Ministère de la Solidarité Nationale, Droit de la Personne Humaine et du Genre.

Il s'agit des personnes :

- Déplacées,
- Regroupées sur sites,
- Dispersées,
- Rapatriées.

### 16.4.2. Données démographiques dans les sites de la commune Bwambarangwe (situation de mars 2006)

Commune	Zone	Nom du site	Statut (provisoire, réinstallés)	Nbre de ménages			Structure par âge				Population totale
				déplacés	rapatriés	Total	0-3 ans	4-9ans	10-19 ans	20 ans et plus	
Bwambara	Mukenke	Mukenke	réinstallés	327	8	335	136	270	446	626	1578
<b>Total province</b>				<b>3234</b>	<b>15</b>	<b>3249</b>	<b>1618</b>	<b>2005</b>	<b>2662</b>	<b>4774</b>	<b>11059</b>

Source : Données collectées auprès des sites des déplacés

## **CHAPITRE XVII. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE.**

La commune de Bwambarangwe est une des communes de la province de Kirundo dans la région naturelle du Bugesera.

Cette région fait actuellement face à des défis majeurs dont le plus important est la sécheresse qui persiste depuis une dizaine d'années.

Les blocages, atouts et potentialités sur lesquels devront se baser les axes de développement de la commune Bwambarangwe sont mieux appréhendés et mieux abordés au niveau provincial.

## BIBLIOGRAPHIE

1. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
2. COGERCO- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
3. DMISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province de Kirundo (2001-2003) ; août 2000.
4. Direction Provinciale de l' Agriculture et Elevage /Kirundo: Rapport annuel 1995.
5. Direction Provinciale de l' Enseignement Kirundo : Rapports annuels 2004-2005 et 2005-2006
6. Direction Provinciale de la Santé Kirundo, Rapports périodiques des chefs des secteurs de santé
7. DPS Kirundo, Rapport annuel 2005
8. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
9. HCR, rapports périodiques
10. ISTEERBU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
11. ISTEERBU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
12. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
13. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
14. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
15. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ; Rép. du Burundi- IFES-USAID- Bujumbura- Janvier 2005 : Découpage Administratif du Burundi.
16. Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Population Burundaise de 1990 à 2003 : Estimation Projet BDI/99/P04-Appui à l'Elaboration et la mise en Oeuvre de la Politique Nationale de Population.



17. Ministère de la Planification du Développement et de Reconstruction : appui à la prise en compte des questions de Population dans les Programmes de développement : Population Burundaise en 2003.
18. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005).
19. OCIBU- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
20. OTB- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
21. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
22. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
23. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
24. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
25. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
26. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
27. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
28. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
29. SOGESTAL : Rapports Annuels 2003 ; 2004 ; 2005.